

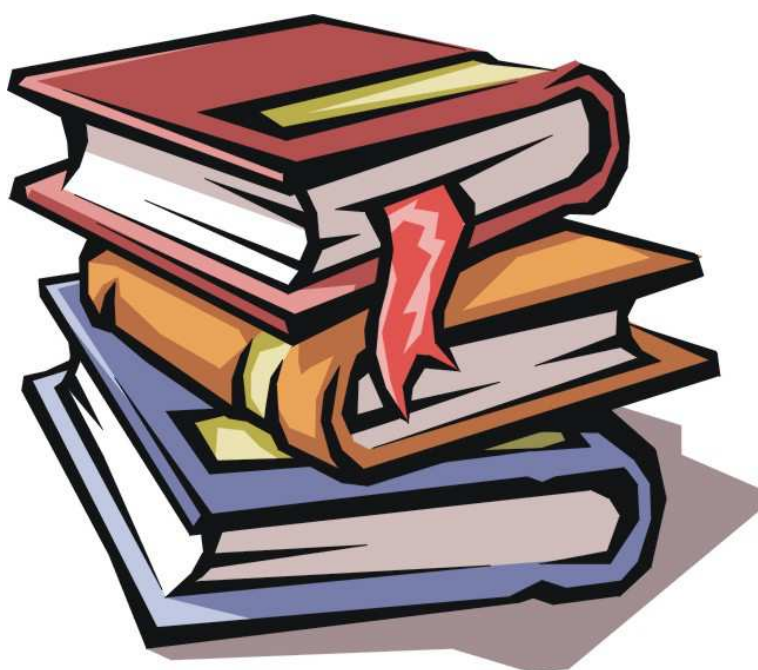


Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE
DES YVELINES



N° 108
Du 03 aout 2018

Sommaire RAA N ° 108 du 03 aout 2018

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris

Arrête n° MCP 2018/7 délégation de signature

Arrêté

Annexe de l'arrêté N° MCP 2018/7

Autre

Direction régionale des douanes de Paris-Ouest

DRPO

Service contentieux

de la signature du Directeur interrégional d'Île-de-France dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative

Décision

Préfecture des Yvelines

DRCL

Urba

Arrêté préfectoral 2018-DRCL3-014 constatant la présomption de vacance de biens sur le territoire de la commune de VAUX SUR SEINE

Arrêté

Arrêté préfectoral 2018-DRCL3-049 constatant le transfert de propriété dans le domaine de l'État de biens sans maître sis sur le territoire De la commune de SAILLY

Arrêté

Arrêté préfectoral 2018-DRCL3-050 constatant le transfert de propriété dans le domaine de l'État de biens sans maître sis sur le territoire de la commune de GUERVILLE

Arrêté

DRE

Benvep

Arrêté portant suppression du passage à niveau n°5 de la ligne SNCF N°340 000 de Paris au Havre sur la commune de Poissy

Arrêté

BRG

Arrêté portant dérogation au principe du repos dominical des salariés de la société LR Technologie à Versailles pour 3 ans

arrêté

Elections

Arrêté relatif aux bureaux de vote

Arrêté

Arrêté relatif aux bureaux de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

Arrêté relatif aux bureaux de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

Arrêté relatif aux bureaux de vote

Arrêté

Arrêté relatif au bureau de vote

Arrêté

| | |
|------------------------------------|--------|
| Arrêté relatif aux bureaux de vote | Arrêté |
| Arrêté relatif au bureau de vote | Arrêté |
| Arrêté relatif au bureau de vote | Arrêté |
| Arrêté relatif au bureau de vote | Arrêté |
| Arrêté relatif au bureau de vote | Arrêté |

Service des sécurités

Bureau des polices administratives

| | |
|---|--------|
| Arrêté autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement ORCHESTRA PREMAMAN, ZAC du Trait d'Union 78410 Aubergenville | Arrêté |
| Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement SAS VB CHOCOLATERIE - LES JARDINS DES DELICES 5 place du Sancerrois 78310 Maurepas | Arrêté |
| Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement LE CROISSANT 1 rue Georges Clémenceau 78250 Meulan | Arrêté |
| Arrêté portant modification d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM centre commercial Vélizy 2, 2 avenue de l'Europe 78140 Vélizy Villacoublay | Arrêté |
| Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement LA TABATIERE, 28 rue Maurice Berteaux 78700 Conflans Sainte Honorine | Arrêté |
| Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement MONOP' STATION 10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny le Bretonneux | Arrêté |
| Arrêté portant abrogation de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement CARABISTOUILLES place de l'Eglise 78630 Orgeval | Arrêté |
| Arrêté portant modification d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement LA VIE CLAIRE 1 rue Paul Langevin 78370 Plaisir | Arrêté |
| Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement LE RELAIS DU BONNELOIS, 2 rue de la Libération 78830 Bonnelles | Arrêté |

Sous-Préfecture de Saint-Germain-en-Laye

Bureau des Relations avec les Collectivités Locales et de la Réglementation

| | |
|---|--------|
| Arrêté du 31 juillet 2018 portant institution d'une commission de propagande pour l'élection municipale et communautaire partielles de Mareil-Marly les 23 et 30 septembre 2018 | arrêté |
|---|--------|

Yvelines

DDT

| | |
|---|----------|
| Décision portant nomination du Délégué Territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département des YVELINES | Décision |
|---|----------|

DDT 78

SEA

ARRETE PREFECTORAL 2018 DDT/SEA portant subdélégation de signature de Mme Chantal CLERC, directrice départementale des territoires des Yvelines par intérim, dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020

Arrêté

Direction départementale interministérielle des territoires

SE

Arrêté modificatif portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2018-2019 dans le département des Yvelines.

Arrêté

DRIEE ILE DE FRANCE

Arrêté portant approbation du plan de gestion 2015-2019 de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines

Arrêté



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018213-0001

**signé par
Madame Valérie HAZET, La Directrice**

Le 1er août 2018

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris

Arrête n° MCP 2018/7 délégation de signature



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE PARIS

Maison Centrale de Poissy

Arrêté N° MCP 2018/7 portant délégation de signature

Valérie HAZET, chef d'établissement de la maison centrale de Poissy

- Vu le code de procédure pénale notamment son article R. 57-6-24 ;
- Vu le décret n°2014-477 du 13 mai 2014 relatif à la fouille des personnes détenues et à la délégation de signature du chef d'établissement pénitentiaire ;
- Vu la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
- Vu l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 ;
- Vu l'arrêté de la garde des Sceaux Ministre de la Justice du 17 janvier 2017 portant nomination de Mme Valérie HAZET en qualité de directrice de Poissy, chef d'établissement de la Maison Centrale de Poissy.

arrête :

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée aux personnes listées ci-dessous, à l'effet de signer, au nom du chef d'établissement, les décisions administratives individuelles visées dans le tableau en annexe

| Prénom – NOM | Fonctions | Grade | n° colonne |
|---|---|--|---------------|
| <i>Direction</i> | | | |
| Mme Elise THEVENY | Directrice Adjointe | Directrice des services pénitentiaires | 1 |
| Mme Isabelle LORENTZ | Adjointe à la Directrice | Directrice des services pénitentiaires | 2 |
| M. Pascal BORLOCH | Chef de détention | Capitaine pénitentiaire | 2 |
| Mme Fanny VILLENEUVE | Directrice administrative et financière | Attachée principale d'administration de l'État | 3 |
| <i>Quartier maison centrale pour hommes</i> | | | |
| M. Arthur OLINGOU | Officier responsable de la sécurité | Lieutenant pénitentiaire | 4 |
| M. Bruno MARBOEUF | Officier de détention | Lieutenant pénitentiaire | 4 |
| M., Daniel DOLOIR | Officier de détention | Lieutenant pénitentiaire | 4 |
| M. Romain VOISIN | Officier de détention | Lieutenant pénitentiaire | 4 |
| M.me Fatima BENALI | Gradé adjoint sécurité | 1er surveillante pénitentiaire | 5 |
| M. Ali DIF | Gradé ATF | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |

| | | | |
|------------------------|--------------------|---|---|
| M. Patrick CAURIER | Gradé ATF | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Arnaud DESCHARLES | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Jimmy MAQUIABA | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Saïd HASSANI | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Assad LAMARI | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Manuel SAPOR | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Adoulé KOUAHO | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Thierry CALIARI | Gradé de détention | 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M.. Alain RICHEFEU | Gradé de détention | Faisant fonction de 1er surveillant pénitentiaire | 5 |
| M. Jean-Charles GERARD | Gradé de détention | Faisant fonction de 1er surveillant pénitentiaire | 5 |

Article 2 : Délégation permanente est donnée, à l'effet de signer au nom du chef d'établissement, la décision de déploiement de la force armée selon la note de service en annexe.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines

Article 4 : Le responsable des affaires générales et du contrôle de gestion est chargé de la mise en œuvre de ce présent arrêté.

Les directeurs et responsables d'unités sont chargés de son affichage conformément à la réglementation en vigueur.

Poissy, le 1er août 2018

La Directrice





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Autre n° 2018213-0002

**signé par
Madame Valérie HAZET, La Directrice**

Le 1er août 2018

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris

Annexe de l'arrêté N° MCP 2018/7

Le Chef d'établissement donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5) et à la mise en œuvre du décret du 13 mai 2014 aux personnes désignées :

Profils des délégataires :

- 1 : adjoint au chef d'établissement
 2 : directeurs des services pénitentiaires et chef de détention
 3 : attaché d'administration
 4 : officiers
 5 : majors
 5 : premiers surveillants

Abréviation : RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article 57-6-18 du code de procédure pénale

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | | | | | |
|--|------------------------------------|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| <i>Organisation de l'établissement</i> | | | | | | |
| Elaboration et adaptation du règlement intérieur type | R. 57-6-18 | x | | | | |
| Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24 ; D. 277 | x | | | | |
| Détermination des modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | x | x | | | |
| <i>Vie en détention</i> | | | | | | |
| Désignation des membres de la CPU | D.90 | x | | | | |
| Présidence de la CPU | D.90 | x | x | | | |
| Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule | R. 57-6-24 | x | x | x | x | |
| Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités | D. 446 | x | x | | | |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération | Art 46 du RI | x | x | | x | |
| Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes | Art 34 du RI | x | x | | | |
| Opposition à la désignation d'un aidant | R. 57-8-6 | x | x | | | |
| <i>Mesures de contrôle et de sécurité</i> | | | | | | |
| Appel aux forces de l'ordre pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | x | x | x | | |
| Utilisation des armes dans les locaux de détention : | D. 267 | x | x | x | | |
| Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion | Art 5 et 14 du RI | x | x | x | x | |
| Interdiction à une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 du RI | x | x | x | x | |
| Retenue d'équipement informatique | Art 19-VII du RI | x | x | x | | |
| Décision de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79 | x | x | x | x | x |
| Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République | R. 57-7-82 | x | x | x | | |
| Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue | Art 7-III du RI | x | x | x | x | x |

Annexe de l'arrêté N° MCP 2018/7 portant délégation de signature le 1er août 2018

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|------------------------------------|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| Emploi des menottes ou des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III du RI | x | x | | x | x |
| Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif | D.308 | x | x | x | x | |
| <i>Discipline</i> | | | | | | |
| Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R.57-7-18 | x | x | | x | x |
| Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle | R.57-7-22 | x | x | x | | |
| Engagement des poursuites disciplinaires | R.57-7-15 | x | x | | | |
| Présidence de la commission de discipline | R.57-7-6 | x | x | | | |
| Elaboration du tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 57-7-12 | x | x | | | |
| Demande de retrait de l'habilitation d'un assesseurs de la commission de discipline | D.250 | x | | | | |
| Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | x | x | | | |
| Prononcé des sanctions disciplinaires | R.57-7-7 | x | x | | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaire | R.57-7-54 à R.57-7-59 | x | x | | | |
| Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions | R.57-7-60 | x | x | | | |
| Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R.57-7-25 | x | x | | | |
| <i>Isolement</i> | | | | | | |
| Proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-64 ; R. 57-7-70 | x | x | | | |
| Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67 ; R. 57-7-70 | x | x | | | |
| Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence | R. 57-7-65 | x | x | | | |
| Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66 ; R. 57-7-70 R. 57-7-74 | x | x | | | |
| Levée de la mesure d'isolement | R. 57-7-72 ; R. 57-7-76 | x | x | | | |
| Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R.57-7-64 | x | x | | | |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | x | x | | | |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | x | x | | | |
| Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | x | | | | |
| <i>Gestion du patrimoine des personnes détenues</i> | | | | | | |
| Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir | D.122 | x | x | | | |
| Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | x | x | | | |
| Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible | Art 30 du RI | x | x | | | |

Annexe de l'arrêté N° MCP 2018/7 portant délégation de signature le 1er août 2018

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|------------------------------------|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II du RI | x | x | | | |
| Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 du RI | x | x | | | |
| Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés | Art 728-1 | x | x | | | |
| Autorisation pour les personnes condamnées de recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 du RI | x | x | | | |
| Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24-3 du RI | x | x | x | | |
| Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids | Art 24-3 du RI | x | x | x | | |
| Achats | | | | | | |
| Fixation des prix pratiqués en cantine | D.344 | x | | x | | |
| Refus opposé à une personne détenue de procéder à des achats en cantine | Art 25 du RI | x | x | x | | |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | Art 24-IV du RI | x | x | | | |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | Art 24-IV du RI | x | x | | | |
| Relations avec les collaborateurs | | | | | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation | D. 389 | x | x | x | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | x | x | | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | x | x | | | |
| Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement | D. 388 | x | x | x | | |
| Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus | D. 446 | x | x | | | |
| Instruction des demandes d'agrément en qualité de mandataire et proposition à la DISP | R. 57-6-14 | x | | | | |
| Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé | R. 57-6-16 | x | x | x | | |
| Fixation des jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | Art 33 du RI | x | | | | |
| Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | x | x | x | | |
| Organisation de l'assistance spirituelle | | | | | | |
| Détermination des jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | D. 57-9-5 | x | x | | | |
| Désignation d'un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | D. 57-9-6 | x | x | x | | |
| Autorisation de recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle sous réserve des nécessités liées à la sécurité et au bon ordre de l'établissement | D. 57-9-7 | x | x | x | | |
| Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | x | | | | |

Annexe de l'arrêté N° MCP 2018/7 portant délégation de signature le 1er août 2018

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| <i>Visites, correspondance, téléphone</i> | | | | | | |
| Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5 | R. 57-6-5 | x | x | x | | |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel | R. 57-8-10 | x | x | x | | |
| Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation | R. 57-8-12 | x | x | x | | |
| Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | x | x | x | | |
| Autorisation- refus- suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées | R. 57-8-23 | x | x | x | | |
| <i>Entrée et sortie d'objet</i> | | | | | | |
| Autorisation d'entrée ou de sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D.274 | x | x | x | | |
| Notification à l'expéditeur ou à la personne détenue du caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | Art 32-I du RI | x | x | | | |
| Autorisation de recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | Art 32-II du RI | x | x | x | | |
| Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles | Art 19-III du RI | x | x | | | |
| Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues | R. 57-9-8 | x | x | x | | |
| <i>Activités</i> | | | | | | |
| Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion | Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 | x | x | | | |
| Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale | Art 17 du RI | x | x | | | |
| Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | x | x | | | |
| Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues | R. 57-9-2 | x | x | | | |
| Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations | D. 432-3 | x | x | | | |
| Déclassement ou suspension d'un emploi | D. 432-4 | x | x | | | |
| Suspension d'un emploi dans le cadre d'un acte constitutif d'une faute disciplinaire dans le cadre du travail | R. 57-7 | x | x | x | | |
| <i>Administratif</i> | | | | | | |
| Certification conforme de copies de pièces et pour la légalisation de signature | D. 154 | x | x | x | | |
| <i>Divers</i> | | | | | | |
| Habilitation spéciale des agents des greffes afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée | 706-53-7 | x | | | | |
| Placement des personnes détenues sous dotation de protection d'urgence ou en cellule de protection d'urgence | Note DAP-SD3 n° 156 du 30 novembre 2010 | x | x | x | | |

Annexe de l'arrêté N° MCP 2018/7 portant délégation de signature le 1er août 2018

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|------------------------------------|-------------------------------------|------------|---|---|---|
| | | Réalisation de l'entretien arrivant | RI Art I-3 | x | x | x |

Poissy, le 1er août 2018

La Directrice

V. HAZET





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Décision n° 2018214-0002

signé par

Anny CORAIL, Directeur régionale des douanes

Le 2 août 2018

**Direction régionale des douanes de Paris-Ouest
DRPO**

Décision de la Directrice régionale des douanes à Paris-Ouest portant subdélégation de la signature du Directeur interrégional d'Île-de-France dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative



DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS DE PARIS-ouest

PÔLE ORIENTATION DES CONTRÔLES

5, rue Volta

CS 60507
78105 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE Cedex

Site Internet : www.douane.gouv.fr

Dossier suivi par : Service contentieux

Téléphone : 09 70 27 23.76

Télécopie : 01.34.51.30.78

Mél : dr-paris-ouest@douane.finances.gouv.fr

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE **02 AOUT 2018**

DÉCISION 2018/3 DU DIRECTEUR RÉGIONAL À SAINT-
GERMAIN-EN-LAYE

PORTANT SUBDÉLÉGATION DE LA SIGNATURE
DU DIRECTEUR INTERRÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE
DANS LES DOMAINES GRACIEUX ET CONTENTIEUX EN
MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS INDIRECTES
AINSI QUE POUR LES TRANSACTIONS EN MATIÈRE DE
DOUANE ET DE MANQUEMENT À L'OBLIGATION
DÉCLARATIVE.

Vu le code de droit fiscal et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 214 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France les décisions de nature contentieuse (décharge, rejet, restitution et réduction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou dans les limites résultant des dispositions de l'article R*247-5 du livre des procédures fiscales.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France, les décisions de nature gracieuse (remise, modération, transaction au moyen de l'imprimé « Procédure 4822 bis » et rejet) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou dans les limites résultant des dispositions de l'article R*247-5 du livre des procédures fiscales.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur

interrégional d'Île-de-France les règlements transactionnels définitifs au moyen des imprimés « Procédures de règlement simplifié – 4823 bis » en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou dans les limites résultant des dispositions de l'article 1er du décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou dans les limites résultant des dispositions de l'article 1er du décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou dans les limites résultant des dispositions de l'article 1er du décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom et grade figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional d'Île-de-France les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

La Directrice régionale,

Anny Corail



Annexe I à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Décharge | Recouvrement | Rejet | Restitution | Réduction |
|--|----------|--------------|--------|-------------|-----------|
| CROSNIER Ludovic (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 10000 | 10000 | 10000 | 10000 | 10000 |
| MAITRE Irene (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 | 15000 | 15000 | 15000 |
| SIRVENT Bruno (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| COURET Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| TERRAL Corinne (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| DEJONCKHEERE Emmanuel (Gennevilliers div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| MENCACCI Jean (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 100000 | 100000 | 100000 | 100000 | 100000 |
| CONRAD Karine (Paris Ouest POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 100000 | 100000 | 100000 | 100000 | 100000 |
| FISITZKY Eric (St germain div.), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| GAUDIN Patricia (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| VIALLE Isabelle (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |

**Annexe II à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Décharge | Modération | Rejet | Remise | Transaction |
|---|----------|------------|-------|--------|-------------|
| | | n | | | n |
| BALANDARD Loïc (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| BENAMEUR Djamel (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| CROSNIER Ludovic (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| DEBARBOUILLE Martine (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GILBERT Francine-Esther (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| KERGOSIEN Elodie (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| LAMARCHE Therese (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| MAITRE Irene (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| MANCEL Patrice (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| PERES Claude (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| SMAALI Rafik (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| ANTONY Sylvie (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| EDOM Magali (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| GRANDVILLEMIN Martine (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| SIRVENT Bruno (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| WATREMEZ Eric (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |

| | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| LE FLOC'H Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| NDIAYE Aicha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 | 15000 | 15000 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| BERCAU Valentine (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| BOURGEOIS Audrey (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| COURET Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| GAUTHIER Laure (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| GLEYZE Philippe (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| IFERGAN Llor (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| LEGER Remi (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| TERRAL Corinne (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| DEJONCKHEERE Emmanuel (Gennevilliers div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| LABAS Quentin (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |

| | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| MENCACCI Jean (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 305000 | 100000 | 100000 | 100000 | 250000 |
| ROUSSELET Nicolas (Paris Ouest PAE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| CONRAD Karine (Paris Ouest POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 305000 | 100000 | 100000 | 100000 | 250000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| FISITZKY Eric (St germain div.), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| BARBEROUSSE Eric (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| BERGOUIGNOUX Brigitte (Trappes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| DICHAMP Beatrice (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| GAUDIN Patricia (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| RENON Jean-Francois (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| VIALLE Isabelle (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 |
| BAGAGE Romain (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| CABANNE Sandrine (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 | 15000 | 15000 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| HERVIEU Aurelien (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|-------|
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| DAMMENE DEBBIH Sofien (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 10000 |

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|------|
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 2000 |
|--|---|---|---|---|------|

Annexe III à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|---|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|
| BALANDARD Loïc (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BENAMEUR Djamel (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CROSNIER Ludovic (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DEBARBOUILLE Martine (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GILBERT Francine-Esther (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| KERGOSIEN Elodie (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LAMARCHE Therese (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MAITRE Irene (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MANCEL Patrice (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PERES Claude (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SMAALI Rafik (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| ANTONY Sylvie (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| EDOM Magali (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GRANDVILLEMIN Martine (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SIRVENT Bruno (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| WATREMEZ Eric (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |

| | | | | |
|---|-------|------|------|-------|
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LE FLOC'H Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| NDIAYE Alcha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BERCAU Valentine (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BOURGEOIS Audrey (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| COURET Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GAUTHIER Laure (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GLEYZE Philippe (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| IFERGAN Llor (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LEGER Remi (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| TERRAL Corinne (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LABAS Quentin (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| ROUSSELET Nicolas (Paris Ouest PAE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |

| | | | | |
|---|-------|------|------|-------|
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BARBEROUSSE Eric (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BERGOUGNOUX Brigitte (Trappes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DICHAMP Beatrice (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GAUDIN Patricia (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| RENON Jean-Francois (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| VIALLE Isabelle (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BAGAGE Romain (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CABANNE Sandrine (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| HERVIEU Aurelien (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |

| | | | | |
|--|-------|------|------|-------|
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DAMMENE DEBBIH Soflen (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |

Annexe IV à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| BALANDARD Loïc (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| BENAMEUR Djamel (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| CROSNIER Ludovic (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| DEBARBOUILLE Martine (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| GILBERT Francine-Esther (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| KERGOSIEN Elodie (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| LAMARCHE Therese (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| MAITRE Irene (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 50000 |
| MANCEL Patrice (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| PERES Claude (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| SMAALI Rafik (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| BERGER Dominique (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BUGUINET Chantal (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARNINO Veronique (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DUMAZERT Marie-Odile (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PROTIN Hubert (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| SIRVENT Bruno (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 9000 | 45000 |
| SIVANANDAME Sylvie (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE FLOC'H Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| NDIAYE Alcha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| AMAYA Ismael (Gennevilliers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BELFAN Roseline (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BOUDIER Christian (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| CAPDECOMME Stephane (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| COURET Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| DRAI Alexandra (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GASSMANN Valerle (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| GODOT Florence (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LAMARQUE Frederic (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE RUYET Brieg (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LEGER Remi (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LEMBLE Françoise (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MONJOL Patricia (Gennevilliers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PRALONG Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| RAHON Lomig (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| REMACLE Caroline (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|---|--------|--------|--------|
| REMACLE Clemence (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TERRAL Corinne (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 3000 | 9000 | 45000 |
| YALALI Kahina (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DEJONCKHEERE Emmanuel (Gennevilliers div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 3000 | 9000 | 45000 |
| MENCACCI Jean (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| CONRAD Karline (Paris Ouest POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 250000 | 100000 | 250000 |
| CORBACHO Laurent (Paris Ouest POC), INSPECTEUR DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| VIDEMONT Angelique (Paris Ouest POC), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PETIT Christine (Paris ouest SRE), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| FISITZKY Eric (St germain div.), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 3000 | 9000 | 45000 |
| ALLOY Florence (Trappes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ARLUISON Marc (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BEC Celine (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| BENARD Sylvie (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GAUDIN Patricia (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 3000 | 9000 | 45000 |
| GOUGE Sylviane (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JIMENEZ Michel (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE CLAINCHE Sylvie (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LENOIR Evrard (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORTE VILLARSON Stephane (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| POTARD Thomas (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| QUEFFELEC Jean-Baptiste (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| RANARIVELO Hajaniaina (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| RIVAUD Catherine (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VALLEE Anne-Claude (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| VIALLE Isabelle (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| BAGAGE Romain (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CABANNE Sandrine (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| HERVIEU Aurelien (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DAMMENE DEBBIH Sofien (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

Annexe V à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| BALANDARD Loïc (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| BENAMEUR Djamel (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| CROSNIER Ludovic (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| DEBARBOUILLE Martine (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| GILBERT Francine-Esther (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| KERGOSIEN Elodie (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| LAMARCHE Therese (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| MAITRE Irene (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 50000 |
| MANCEL Patrice (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| PERES Claude (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| SMAALI Rafik (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| BERGER Dominique (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BUGUINET Chantal (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARNINO Veronique (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DUMAZERT Marie-Odile (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PROTIN Hubert (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| SIRVENT Bruno (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 9000 | 45000 |
| SIVANANDAME Sylvie (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE FLOC'H Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| NDIAYE Aicha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| AMAYA Ismael (Gennevilliers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BELFAN Roseline (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BOUDIER Christian (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| CAPDECOMME Stephane (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| COURET Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| DRAI Alexandra (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GASSMANN Valerie (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| GODOT Florence (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LAMARQUE Frederic (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE RUYET Brieg (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LEGER Remi (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LEMBLE Francoise (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|--------|--------|--------|
| MONJOL Patricia (Gennevilliers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PRALONG Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| RAHON Lomig (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| REMACLE Caroline (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| REMACLE Clemence (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TERRAL Corinne (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 3000 | 9000 | 45000 |
| YALALI Kahina (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DEJONCKHEERE Emmanuel (Gennevilliers div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 3000 | 9000 | 45000 |
| MENCACCI Jean (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| CONRAD Karine (Paris Ouest POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 250000 | 100000 | 250000 |
| CORBACHO Laurent (Paris Ouest POC), INSPECTEUR DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| VIDEMONT Angelique (Paris Ouest POC), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PETIT Christine (Paris ouest SRE), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| FISITZKY Eric (St germain div.), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 3000 | 9000 | 45000 |
| ALLOY Florence (Trappes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ARLUISON Marc (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BEC Celine (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| BENARD Sylvie (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GAUDIN Patricia (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 3000 | 9000 | 45000 |
| GOUGE Sylviane (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JIMENEZ Michel (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE CLAINCHE Sylvie (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| LENOIR Evrard (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| LORTE VILLARSON Stephane (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| POTARD Thomas (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| QUEFFELEC Jean-Baptiste (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| RANARIVELO Hajaniaina (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| RIVAUD Catherine (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VALLEE Anne-Claude (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| VIALLE Isabelle (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| BAGAGE Romain (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CABANNE Sandrine (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| HERVIEU Aurelien (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DAMMENE DEBBIH Sofien (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

Annexe VI à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Chèques, effets de commerce... | Montant des billets, pièces... |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| BALANDARD Loïc (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| CROSNIER Ludovic (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| GILBERT Francine-Esther (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| KERGOSIEN Elodie (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MAITRE Irene (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| MANCEL Patrice (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| PERES Claude (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| SMAALI Rafik (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BUGUINET Chantal (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| CARNINO Veronique (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DUMAZERT Marie-Odile (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| PROTIN Hubert (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| SIRVENT Bruno (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| SIVANANDAME Sylvie (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 15000 | 15000 |
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| LE FLOC'H Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |

| | | |
|---|--------|--------|
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| NDIAYE Alcha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 15000 | 15000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BELFAN Roseline (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BOUDIER Christlan (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| CAPDECOMME Stephane (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| COURET Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DRAI Alexandra (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| GASSMANN Valerie (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| GODOT Florence (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| LAMARQUE Frederic (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| LE RUYET Brieg (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| LEGER Remi (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| PRALONG Patrick (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| RAHON Lomlg (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| REMACLE Caroline (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| REMACLE Clemence (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| TERRAL Corinne (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 15000 | 15000 |
| YALALI Kahina (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DEJONCKHEERE Emmanuel (Gennevilliers div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MENCACCI Jean (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 300000 | 150000 |
| CONRAD Karine (Paris Ouest POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 300000 | 150000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| FISITZKY Eric (St germain div.), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 15000 | 15000 |
| ARLUISON Marc (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BEC Celine (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| BENARD Sylvie (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| GAUDIN Patricia (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 15000 | 15000 |
| GOUGE Sylviane (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |

| | | |
|--|-------|-------|
| JIMENEZ Michel (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| LE CLAINCHE Sylvie (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| LENOIR Evrard (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| LORTE VILLARSON Stephane (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| POTARD Thomas (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| QUEFFELEC Jean-Baptiste (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| RANARIVELO Hajanlaina (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| RIVAUD Catherine (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| VALLEE Anne-Claude (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| VIALLE Isabelle (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BAGAGE Romaln (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 15000 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| HERVIEU Aurelien (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| DAMMENE DEBBIH Sofien (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |

| | | |
|--|-------|-------|
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 15000 | 15000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 15000 | 15000 |
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 15000 | 15000 |

Annexe VII à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE FLOCH Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| NDIAYE Aicha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BAGAGE Romain (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CABANNE Sandrine (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| HERVIEU Aurellen (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DAMMENE DEBBIH Soflen (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

Annexe VIII à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| BADEL Stephanie (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BELKALEM Racim (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BREFFY Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| COUDERT Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DELEVAL Cecile (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| FREYCHE Vincent (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JOUSSET Julien (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KERLIRZIN Vincent (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LACOSTE Kevin (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE FLOC'H Alexandre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARIETTE Bruno (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MARTINOT-LAGARDE Nicolas (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MERCIER Pierre (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| NDIAYE Alcha (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIGEON Philippe (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PLAINCHAULT Maxime (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SOUAB Fadoua (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TOFFART Remy (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BRELEUR Olivier (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MANIJEAN Pascal (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORAND Emmanuelle (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BRU Jean-Christophe (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ZYS Olivier (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| HATTRY Bruno (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BAGAGE Romain (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| BUISSON Yves (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CABANNE Sandrine (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARLO Jean-Guillaume (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CHAPUS Julien (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DUPONT Olivier (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GASCHET Mathieu (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GUILLAUMIN Remi (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| HERVIEU Aurelien (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| JASPART Vincent (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| KAROUM Kevin (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOUQUET Diane (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| PIERRE Walems (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| REVERT Clement-Arthur (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROBILLARD Aude (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| ROGUI Jalal (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SARAMITE Gilles (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VIRASSAMY Yoann (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| AUDOIN Jean-Guy (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| BLIN Cyrielle (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| CARO Tristan (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DAMMENE DEBBIH Sofien (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DE LA BROISE Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| DIAS Laura (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| GABRIT Jocelyn (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAISSER Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LAURET Nicolas (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE COROLLER Ronan (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LE HIR Franck (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| LORY Anne-Charlotte (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MAILLET Georges (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| MOREAU Jennifer (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| RUFFAT Solene (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| SANTULARIA Jose (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| TRIBOULLIER Nicolas (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| VEYSSIERE Thibault (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| WEBLEY Jean-Marie (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Décharg e | Recouvrem ent | Rejet | Restitution | Réduction |
|---|--------------|------------------|-------|-------------|-----------|
|---|--------------|------------------|-------|-------------|-----------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Décharge | Modération | Rejet | Remise | Transaction |
|--|----------|------------|-------|--------|-------------|
|--|----------|------------|-------|--------|-------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglemmentations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|--|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|
|--|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemmentations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| Matricule 23951 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 25803 (Gennevilliers bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 1ERE CATEGORIE | 3000 | 9000 | 45000 |
| Matricule 35991 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 36543 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 36845 (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 37584 (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 39143 (Trappes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 39775 (Corbeil evry bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 40233 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 40323 (Trappes bureau), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE | 3000 | 9000 | 45000 |
| Matricule 40811 (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 40870 (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 41566 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 41739 (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 41742 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 41909 (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 9000 | 45000 |
| Matricule 42429 (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|--------|--------|--------|
| Matricule 42467 (Gennevilliers bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 42892 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 42952 (Chilly-mazarin BDP), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 50000 |
| Matricule 43253 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 43385 (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 43449 (Corbeil evry bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 44324 (Gennevilliers div.), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI | 3000 | 9000 | 45000 |
| Matricule 45445 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 46329 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 46761 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 47077 (Paris ouest SRE), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 50578 (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| Matricule 51288 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 51874 (Chilly-mazarin BDP), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 52731 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 53010 (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| Matricule 53321 (Paris Ouest POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 250000 | 100000 | 250000 |
| Matricule 53367 (Paris Ouest POC), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| Matricule 53682 (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 53708 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 53871 (Trappes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 53891 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 53914 (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 54133 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 54229 (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| Matricule 54414 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 54457 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 55802 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56054 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56083 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 56236 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |

| | | | |
|--|--------|--------|--------|
| Matricule 56869 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56926 (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56968 (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| Matricule 57027 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 57050 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 57207 (Paris Ouest POC), INSPECTEUR DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| Matricule 57295 (Corbeil evry bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 57311 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 57533 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58118 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58372 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58400 (Gennevilliers bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58444 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58822 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59036 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 59109 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 59131 (Gennevilliers bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 59154 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 3000 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59210 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59226 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59234 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59323 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59331 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59736 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59813 (Paris Ouest PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI | 250000 | 100000 | 250000 |
| Matricule 59858 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59953 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59987 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60021 (Gennevilliers bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60285 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 60321 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60348 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60392 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60538 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| Matricule 60722 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60764 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60768 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60895 (Trappes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60904 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60925 (Chilly-mazarin BDP), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 50000 |
| Matricule 61021 (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 61118 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61151 (Trappes bureau), INSPECTEUR DGDDI | 3000 | 7500 | 30000 |
| Matricule 61336 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61622 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61656 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61666 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61756 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61838 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61920 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62180 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62238 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62516 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62692 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62696 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62914 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62954 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62964 (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63026 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63044 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63062 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63066 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63088 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63126 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63140 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63176 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63210 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|--|------|------|-------|
| Matricule 63230 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63246 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63330 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63666 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63782 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 90044 (St germain div.), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL | 3000 | 9000 | 45000 |

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--|---------------------|-------------------------|-------------------------|
|--|---------------------|-------------------------|-------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Chèques, effets de commerce... | Montant des billets, pièces... |
|--|--------------------------------|--------------------------------|
|--|--------------------------------|--------------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| Matricule 46329 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 50578 (Paris ouest gir 91), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 51288 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 53010 (Paris ouest gir 95), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 53708 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 53914 (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 54229 (Paris ouest gir 92), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 54414 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 55802 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56054 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56926 (Ulis bsi), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 56968 (Paris ouest gir 78), INSPECTEUR DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 57050 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58118 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58444 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 58822 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59154 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59210 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59226 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59234 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59736 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| Matricule 59858 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 59953 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60321 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60348 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60392 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60538 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60722 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60764 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60768 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 60904 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61118 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61336 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61622 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61656 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61666 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61756 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61838 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 61920 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62180 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62238 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62516 (Val de seine bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62692 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62696 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62914 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62954 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 62964 (Paris ouest CROC), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63026 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63044 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63062 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63066 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63088 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63126 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63140 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

| | | | |
|---|------|------|-------|
| Matricule 63176 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63210 (Gennevilliers bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63230 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63246 (Val de seine bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63330 (Ulis bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63666 (Gennevilliers bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |
| Matricule 63782 (Ulis bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI | 1500 | 7500 | 15000 |

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2018/3 du 2 août 2018 du
directeur régional *CORAIL Anny*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi, service ou unité d'affectation et grade | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandise s |
|---|------------------------|----------------------------|--------------------------------|
|---|------------------------|----------------------------|--------------------------------|

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018211-0004

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet – préfecture des Yvelines

Le 30 juillet 2018

Préfecture des Yvelines

DRCL

Arrêté préfectoral 2018-DRCL3-014 constatant la présomption de vacance de biens sur le territoire de la commune de VAUX SUR SEINE

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du contrôle de l'urbanisme et des
autorisations de construire

Arrêté préfectoral n° 2018-DRCL3-014 constatant la présomption de vacance de biens
sur le territoire de la commune de VAUX SUR SEINE

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des impôts ;

VU le code civil ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L1123-1 et L1123-4 ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU la liste des parcelles qui satisfont aux conditions énoncées par le 3° de l'article L1123-1 précité communiquée par la Direction départementale des finances publiques

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 mai 2017 listant les immeubles susceptibles d'être vacants et sans maître sur le territoire de la commune de VAUX SUR SEINE publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Yvelines et paru dans le bulletin d'annonces judiciaires et légales du journal Le Parisien éditions Yvelines du 1^{er} juin 2017.

VU le certificat du maire de la commune de VAUX SUR SEINE en date du 22 décembre 2017 attestant de l'accomplissement des formalités d'affichage en mairie.

CONSIDÉRANT que la dernière des mesures de publicité a été effectuée en mairie de VAUX SUR SEINE le 6 décembre 2017 et que le délai réglementaire de six mois prévu pour l'accomplissement de ces mesures est par conséquent écoulé ;

CONSIDÉRANT qu'aucun propriétaire n'a fait valoir ses droits ni revendiqué la propriété des 48 biens listés ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête

Article 1

Sont présumés vacants et sans maître les biens immobiliers désignés ci-après :

| Code Commune (Champ Géographique) | Nom Commune (Champ Géographique) | Section (Références Cadastrales) | N° plan (Références Cadastrales) |
|---|--|--|--|
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AE | 14 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 160 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 217 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 257 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 262 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 303 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 307 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 402 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 412 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AH | 428 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 32 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 46 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 58 |

| | | | |
|-----|----------------|----|-----|
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 99 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 108 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 180 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 203 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AI | 236 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AK | 4 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AK | 6 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AK | 22 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AK | 43 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AK | 144 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AM | 111 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AM | 123 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AM | 360 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AN | 260 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AR | 81 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AR | 137 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AS | 14 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AS | 20 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AS | 84 |

| | | | |
|-----|----------------|----|-----|
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AS | 109 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | AT | 28 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 266 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 315 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 318 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 400 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 412 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 415 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 420 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 428 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 434 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 448 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 503 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 617 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 781 |
| 638 | VAUX-SUR-SEINE | B | 792 |

Article 2

La commune de VAUX SUR SEINE peut, dès lors, par délibération de son conseil municipal, décider de leur incorporation dans le domaine communal ; celle-ci devra ensuite être constatée par un arrêté du maire.

Article 3

A défaut de délibération prise par le conseil municipal dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, le transfert de la propriété à l'État du bien listé ci-dessus sera constaté par arrêté préfectoral.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines et affiché à la mairie de VAUX SUR SEINE.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Yvelines.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, et le maire de la commune de VAUX SUR SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Monsieur le directeur des Finances publiques du Département.

Fait à Versailles, le **30 JUIL. 2018**

Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet**



Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018211-0005

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet- préfecture des Yvelines

Le 30 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
DRCL**

Arrêté préfectoral 2018-DRCL3-049 constatant le transfert de propriété dans le domaine de l'État de biens sans maître sis sur le territoire De la commune de SAILLY

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du contrôle de l'urbanisme et des
autorisations de construire

Arrêté préfectoral n° 2017- DRCL 3- 049 constatant le transfert
de propriété dans le domaine de l'État de biens sans maître
sis sur le territoire de la commune de SAILLY

Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des impôts ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L1123-1
et L1123-4 ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 fixant la liste des immeubles sis sur le territoire de la
commune de SAILLY satisfaisant aux conditions énoncées par le 3° de l'article L1123-1 précité ;

VU le procès verbal du 13 janvier 2018 signé par Monsieur le maire de SAILLY attestant
l'accomplissement des formalités d'affichage, de publication et de notification de l'arrêté pré-
cité et de l'absence de manifestation d'un éventuel propriétaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 février 2017 constatant la présomption de vacances du bien sis sur le
territoire de la commune de SAILLY ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAILLY du 15 mai 2018 indiquant que
la commune renonce à l'incorporation de ce bien dans son domaine ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des dispositions de l'article L.1123-4 du code général de la
propriété des personnes publiques qu'en cas d'absence d'intérêt de la commune pour les biens
présumés vacants, la propriété de ceux-ci sont transférés à l'État.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête

Article 1

Les immeubles sis sur le territoire de la commune de SAILLY dont les références cadastrales suivent sont transférés dans le domaine de l'État,

| Code Commune (Champ Géographique) | Nom Commune (Champ Géographique) | Section (Références Cadastrales) | N° plan (Références Cadastrales) |
|---|--|--|--|
| 536 | SAILLY | B | 495 |

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Yvelines.

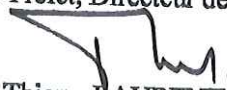
Article 3

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le directeur départemental des Finances Publiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au maire de la commune de SAILLY

Fait à Versailles, le **30 JUIL. 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018211-0006

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet - préfecture des Yvelines

Le 30 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
DRCL**

Arrêté préfectoral 2018-DRCL3-050 constatant le transfert de propriété dans le domaine de l'État de biens sans maître sis sur le territoire de la commune de GUERVILLE

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du contrôle de l'urbanisme et des
autorisations de construire

Arrêté préfectoral n° 2017- DRCL 3- 050 constatant le transfert
de propriété dans le domaine de l'État de biens sans maître
sis sur le territoire de la commune de GUERVILLE

Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des impôts ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L1123-1 et L1123-4 ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 fixant la liste des 198 immeubles sis sur le territoire de la commune de GUERVILLE satisfaisant aux conditions énoncées par le 3° de l'article L1123-1 précité ;

VU le procès verbal du 6 décembre 2017 signé par Monsieur le maire de GUERVILLE attestant l'accomplissement des formalités d'affichage, de publication et de notification de l'arrêté précité et confirmant l'absence de manifestation d'un éventuel propriétaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 février 2018 constatant la présomption de vacances des 198 biens sis sur le territoire de la commune de GUERVILLE ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de GUERVILLE du 29 mars 2018 indiquant énonçant les 11 biens de la liste que la commune a décidé d'incorporer dans son domaine et renonçant par conséquent aux 187 autres ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des dispositions de l'article L.1123-4 du code général de la propriété des personnes publiques qu'en cas d'absence d'intérêt de la commune pour les biens présumés vacants, la propriété de ceux-ci sont transférés à l'État.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête

Article 1

Les 187 immeubles sis sur le territoire de la commune de GUERVILLE dont les références cadastrales suivent sont transférés dans le domaine de l'État,

| Code Commune (Champ Géographique) | Nom Commune (Champ Géographique) | Section (Références Cadastrales) | N° plan (Références Cadastrales) |
|---|--|--|--|
| 291 | GUERVILLE | AD | 163 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 172 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 176 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 194 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 217 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 228 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 250 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 256 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 257 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 271 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 284 |
| 291 | GUERVILLE | AD | 333 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 6 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | AK | 25 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 27 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 34 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 45 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 57 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 61 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 69 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 206 |
| 291 | GUERVILLE | AK | 354 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 11 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 14 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 37 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 88 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 91 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 93 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 95 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 120 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 126 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | AZ | 139 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 140 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 161 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 171 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 172 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 173 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 178 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 206 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 217 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 238 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 253 |
| 291 | GUERVILLE | AZ | 258 |
| 291 | GUERVILLE | B | 92 |
| 291 | GUERVILLE | B | 239 |
| 291 | GUERVILLE | B | 242 |
| 291 | GUERVILLE | F | 46 |
| 291 | GUERVILLE | F | 61 |
| 291 | GUERVILLE | F | 99 |

| | | | |
|-----|-----------|---|-----|
| 291 | GUERVILLE | F | 132 |
| 291 | GUERVILLE | F | 195 |
| 291 | GUERVILLE | F | 224 |
| 291 | GUERVILLE | F | 229 |
| 291 | GUERVILLE | F | 232 |
| 291 | GUERVILLE | F | 316 |
| 291 | GUERVILLE | F | 319 |
| 291 | GUERVILLE | F | 352 |
| 291 | GUERVILLE | F | 362 |
| 291 | GUERVILLE | F | 369 |
| 291 | GUERVILLE | F | 449 |
| 291 | GUERVILLE | R | 17 |
| 291 | GUERVILLE | R | 35 |
| 291 | GUERVILLE | R | 36 |
| 291 | GUERVILLE | R | 132 |
| 291 | GUERVILLE | R | 152 |
| 291 | GUERVILLE | R | 154 |
| 291 | GUERVILLE | R | 163 |

| | | | |
|-----|-----------|---|-----|
| 291 | GUERVILLE | R | 182 |
| 291 | GUERVILLE | R | 190 |
| 291 | GUERVILLE | R | 195 |
| 291 | GUERVILLE | R | 217 |
| 291 | GUERVILLE | R | 252 |
| 291 | GUERVILLE | R | 256 |
| 291 | GUERVILLE | R | 265 |
| 291 | GUERVILLE | R | 280 |
| 291 | GUERVILLE | R | 283 |
| 291 | GUERVILLE | R | 310 |
| 291 | GUERVILLE | R | 402 |
| 291 | GUERVILLE | R | 417 |
| 291 | GUERVILLE | R | 435 |
| 291 | GUERVILLE | R | 458 |
| 291 | GUERVILLE | R | 462 |
| 291 | GUERVILLE | R | 470 |
| 291 | GUERVILLE | R | 471 |
| 291 | GUERVILLE | R | 480 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | R | 493 |
| 291 | GUERVILLE | R | 504 |
| 291 | GUERVILLE | R | 508 |
| 291 | GUERVILLE | R | 512 |
| 291 | GUERVILLE | R | 572 |
| 291 | GUERVILLE | R | 606 |
| 291 | GUERVILLE | R | 610 |
| 291 | GUERVILLE | R | 612 |
| 291 | GUERVILLE | R | 628 |
| 291 | GUERVILLE | R | 632 |
| 291 | GUERVILLE | R | 670 |
| 291 | GUERVILLE | R | 674 |
| 291 | GUERVILLE | R | 676 |
| 291 | GUERVILLE | R | 679 |
| 291 | GUERVILLE | R | 694 |
| 291 | GUERVILLE | ZC | 14 |
| 291 | GUERVILLE | ZD | 10 |
| 291 | GUERVILLE | ZD | 15 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | ZD | 86 |
| 291 | GUERVILLE | ZF | 89 |
| 291 | GUERVILLE | ZF | 166 |
| 291 | GUERVILLE | ZF | 191 |
| 291 | GUERVILLE | ZF | 199 |
| 291 | GUERVILLE | ZF | 212 |
| 291 | GUERVILLE | ZF | 220 |
| 291 | GUERVILLE | ZH | 82 |
| 291 | GUERVILLE | ZH | 142 |
| 291 | GUERVILLE | ZH | 187 |
| 291 | GUERVILLE | ZH | 199 |
| 291 | GUERVILLE | ZH | 203 |
| 291 | GUERVILLE | ZH | 246 |
| 291 | GUERVILLE | ZK | 18 |
| 291 | GUERVILLE | ZK | 158 |
| 291 | GUERVILLE | ZK | 197 |
| 291 | GUERVILLE | ZL | 35 |
| 291 | GUERVILLE | ZL | 72 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | ZL | 77 |
| 291 | GUERVILLE | ZL | 83 |
| 291 | GUERVILLE | ZL | 96 |
| 291 | GUERVILLE | ZL | 251 |
| 291 | GUERVILLE | ZL | 252 |
| 291 | GUERVILLE | ZN | 14 |
| 291 | GUERVILLE | ZN | 36 |
| 291 | GUERVILLE | ZN | 45 |
| 291 | GUERVILLE | ZN | 158 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 361 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 378 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 382 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 387 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 388 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 392 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 444 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 456 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 486 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | ZP | 491 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 540 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 563 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 569 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 599 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 602 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 608 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 614 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 615 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 635 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 643 |
| 291 | GUERVILLE | ZP | 648 |
| 291 | GUERVILLE | ZR | 159 |
| 291 | GUERVILLE | ZR | 202 |
| 291 | GUERVILLE | ZS | 38 |
| 291 | GUERVILLE | ZS | 45 |
| 291 | GUERVILLE | ZS | 47 |
| 291 | GUERVILLE | ZS | 101 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | ZS | 124 |
| 291 | GUERVILLE | ZS | 126 |
| 291 | GUERVILLE | ZT | 34 |
| 291 | GUERVILLE | ZT | 191 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 11 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 19 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 23 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 24 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 74 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 92 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 95 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 189 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 190 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 198 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 208 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 230 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 233 |
| 291 | GUERVILLE | ZY | 263 |

| | | | |
|-----|-----------|----|-----|
| 291 | GUERVILLE | ZY | 273 |
|-----|-----------|----|-----|

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Yvelines.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le directeur départemental des Finances Publiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au maire de la commune de GUERVILLE

Fait à Versailles, le 30 JUIL. 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018213-0003

Thierry Laurent **signé par**
Sous-prefet, Directeur de cabinet,

Le 1er août 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

**Arrêté portant suppression du passage à niveau n°5 de la ligne SNCF
N°340 000 de Paris au Havre sur la commune de Poissy**



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections
Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

**Arrêté portant suppression du passage à niveau n°5
de la ligne SNCF n° 340 000 de Paris au Havre**

Commune de Poissy

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code des transports ;

Vu le code de la route ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi modifiée du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer ;

Vu la circulaire du 20 août 1825 relative aux enquêtes administratives de commodo et incommodo ;

Vu la circulaire n° 71-121 du 21 octobre 1971, relative aux arrêtés préfectoraux d'ouverture d'enquête de « commodo et incommodo » pour la suppression des passages à niveau, des passages supérieurs et des passages inférieurs du chemin de fer ;

Vu l'arrêté et la circulaire n° 91-21 du 18 mars 1991 du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, relatifs au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 1976 classant en 4e catégorie le passage à niveau n° 5 situé sur la commune de Poissy, au km 27,774 sur la ligne n°340 000 de Paris au Havre ;

Vu le courrier en date du 12 janvier 2018 par lequel la société nationale des chemins de fer demande l'ouverture d'une enquête publique, dans la commune de Poissy, relative à la suppression du passage à niveau n°5 situé au km 27,774 sur la ligne n° 340 000 de Paris au Havre ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 mars 2018, prescrivant, sur le territoire de la commune de Poissy, l'ouverture d'une enquête publique « commodo et incommodo » préalable à la suppression du passage à niveau n° n° 5, situé au km 27,774 sur la ligne n°340 000 de Paris au Havre ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur, assorti de 3 recommandations en date du 10 mai 2018 ;

Vu le courrier de SNCF Réseau en date du 6 juin 2018; répondant aux recommandations du commissaire enquêteur ;

Vu la délibération du conseil municipal de Poissy en date du 9 juillet 2018 donnant un avis favorable à la suppression du passage à niveau n° 5 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête:

Article 1^{er} : Le passage à niveau n° 5, situé à Poissy, au km 27,774 sur la ligne n° 340 000 de Paris au Havre, est supprimé.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 22 juin 1976 susmentionné et n'entrera en application qu'à la date effective de la suppression du passage à niveau.

Article 3 : En application des dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Cet arrêté sera affiché pendant un mois à la mairie de Poissy et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur de SNCF Réseau, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye et le maire de Poissy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 1 AOUT 2018
Pour le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

arrêté n° 2018214-0001

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 2 août 2018

Préfecture des Yvelines

DRE

**Arrêté portant dérogation au principe du repos dominical des salariés de la société LR
Technologie à Versailles pour 3 ans**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

Bureau de la réglementation générale

Arrêté n°

Portant renouvellement pour 3 ans de dérogation au principe du repos dominical des salariés de la société LR Technologies sise 9 bis rue Benjamin Franklin à Versailles

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code du travail et notamment ses articles L.3132-3, L.3132-20 et suivants et R.3132-16 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du préfet des Yvelines n° 2017243-0007 du 31 août 2017 portant dérogation au repos dominical des salariés de la société LR Technologie pour 1 an ;

Vu la demande présentée le 5 juin 2018, par la société LR Technologies, en vue d'obtenir une dérogation au principe du repos dominical afin de permettre aux salariés concernés de travailler le dimanche, pour une durée de 3 ans, sur le site sis 9 bis rue Benjamin Franklin à Versailles-78000 ;

Vu l'avis favorable de la confédération des petites et moyennes entreprises des Yvelines en date du 28 juin 2018 ;

Vu l'avis favorable de la chambre des métiers et de l'artisanat en date du 10 juillet 2018 ;

Considérant que le maire de la commune de Versailles a été saisi par courriel le 25 juin 2018 aux fins de consultation du conseil municipal et n'a pu statuer sur cette demande dans les délais prévus à l'article R.3132-16 du code du travail;

Considérant que le président de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, dont la commune de Versailles est membre, a été saisi par courriel le 25 juin 2018 aux fins de consultation de son organe délibérant et n'a pu statuer sur cette demande dans les délais prévus à l'article R.3132-16 du code du travail ;

.../...

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles Cedex

Accueil du public : 1 avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

Considérant que la chambre de commerce et d'industrie de Versailles/Yvelines, le mouvement des entreprises de France MEDEF – Yvelines, l'union départementale des syndicats CFE-CGC des Yvelines, l'union départementale des syndicats CFDT des Yvelines, l'union départementale des syndicats CGT des Yvelines, l'union départementale des syndicats CFTC des Yvelines, l'union départementale des syndicats FO des Yvelines, consultés par courriel le 25 juin 2018, n'ont pas émis leur avis dans les délais prévus à l'article R.3132-16 du code du travail ;

Considérant que la société LR Technologies, dont l'activité est le conseil en ingénierie, ne fait pas partie des catégories d'établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement à son personnel salarié en application de l'article L.3132-12 du code du travail et R.3132-5 de ce même code ;

Considérant que le code du travail en son article L.3132-3 dispose que dans l'intérêt des salariés, le repos hebdomadaire est donné le dimanche, mais qu'en vertu de l'article L.3132-20, des dérogations peuvent être accordées si le repos simultané le dimanche de tout le personnel de l'établissement est préjudiciable au public ou compromet le fonctionnement normal de l'établissement ;

Considérant que la société LR Technologies connaît actuellement une croissance importante de la demande de ses clients pour des prestations informatiques nécessitant une continuité de service le week-end ;

Considérant que le contexte économique actuel lui impose de répondre rapidement à cette demande sous peine de perdre des clients appartenant à des grands groupes industriels français du domaine de l'énergie, le transport, l'aéronautique, la défense ou la finance ;

Considérant que certains clients de la société LR Technologies sont implantés dans des pays où le repos hebdomadaire n'est pas donné le dimanche ;

Considérant que le risque potentiel de détournement de clientèle, dans l'hypothèse où les besoins en conseil technique des entreprises suscitées ne seraient pas satisfaits par la société LR Technologies, est de nature à compromettre le fonctionnement normal de l'établissement ;

Considérant que les salariés concernés seraient chargés d'opérations de conseil et de maintenance sur différents systèmes informatiques ;

Considérant que la plage horaire maximale du travail du dimanche serait de 7 heures à 12 heures et de 13 heures à 18 heures ;

Considérant que les conditions relatives aux contreparties sociales prévues à l'article L3132-25-3 du code du travail sont remplies (volontariat des collaborateurs, majoration des heures de travail réalisées le dimanche) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête:

.../...

Article 1^{er} : l'autorisation sollicitée par la société LR Technologies en vue d'obtenir un renouvellement de dérogation au principe du repos dominical afin de permettre aux salariés concernés de travailler le dimanche, sur le site de l'établissement sis 9 bis rue Benjamin Franklin à Versailles – 78000 est accordée pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2018.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (préfet des Yvelines - bureau de la réglementation générale) et/ou d'un recours hiérarchique (ministre du travail – DGT - 39 - 43 Quai André Citroën – 75015 Paris).

Le recours gracieux et/ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture, le maire de Versailles et la responsable de l'unité départementale des Yvelines de la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au pétitionnaire.

Fait à Versailles, le **02 AOUT 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018194-0010

signé par
Julien CHARLES, Secrétaire général

Le 13 juillet 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif aux bureaux de vote



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRETE n° 2018-07-0011

relatif aux bureaux de vote de la commune de Buc

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la légion d'honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R 40 ;

Vu l'arrêté n° 2013221-0004 du 9 août 2013 instituant les bureaux de vote de la commune de Buc ;

Vu la demande formulée par le maire de Buc en date du 18 mai 2018 portant sur la création d'un 5^{ème} bureau de vote de la commune ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotations, adresses, et périmètres géographiques des bureaux de vote de la commune de Buc sont définis comme suit conformément au plan (annexe1) et états (annexes 2 à 6) jointes au présent arrêté :

Bureau de vote n° 1 : Théâtre des arcades de Buc – rue des frères Robin
Bureau de vote n° 2 : Ecole primaire Louis Blériot – rue Collin Mamet
Bureau de vote n° 3 : Ecole primaire Louis Clément – rue de la Minière
Bureau de vote n° 4 : Galerie Jean Monnet – 2 place de la République
Bureau de vote n° 5 : Château de Buc – rue Louis Massotte

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le 1^{er} bureau.

Article 3 : Les militaires et les Français établis hors de France qui demanderont leur inscription en vertu des articles L.12, L.13 et L.15 du code électoral, lorsqu'il s'avérera impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec la circonscription d'un des bureaux de vote désignés, seront inscrits sur la liste électorale du 1^{er} bureau.

Article 4 : Le présent arrêté entre en application à compter du 1^{er} janvier 2019 date à laquelle l'arrêté n°2016-0004 du 9/0//2013 modifié relatif aux bureaux de vote est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Buc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **13** JUL. 2018

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,

Julien CHAMBLIN

Les annexes au présent arrêté sont consultables :

- Soit à la préfecture des Yvelines, bureau des élections
- Soit en mairie



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018201-0013

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 20 juillet 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif aux bureaux de vote



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-07-0010
relatif aux bureaux de vote de la commune de Saint-Germain-en-Laye

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu la demande du maire de Saint-Germain-en-Laye en date du 26 juin 2018 portant sur l'ajout de voies nouvelles au périmètre du bureau de vote n° 16 de la commune ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Saint-Germain-en-Laye sont définis comme suit conformément aux plan (annexe 1) et états (annexes 2 à 30) joints au présent arrêté :

| | | |
|----------------------|---|--------------------------|
| Bureau de vote n° 1 | Hôtel de ville | 16, rue de Pontoise |
| Bureau de vote n° 2 | Espace Paul et André Vera | 2, rue Henri IV |
| Bureau de vote n° 3 | Ecole élémentaire Giraud Teulon | 5, rue Giraud Teulon |
| Bureau de vote n° 4 | Ecole élémentaire des Ecuyers | 3, rue des Ecuyers |
| Bureau de vote n° 5 | Ecole élémentaire des Ecuyers | 3, rue des Ecuyers |
| Bureau de vote n° 6 | Groupe scolaire Bonnenfant | 34, rue André Bonnenfant |
| Bureau de vote n° 7 | Groupe scolaire Bonnenfant | 34, rue André Bonnenfant |
| Bureau de vote n° 8 | Groupe scolaire Bonnenfant | 34, rue André Bonnenfant |
| Bureau de vote n° 9 | Groupe scolaire Ampère | 9, rue Ampère |
| Bureau de vote n° 10 | Groupe scolaire Ampère | 9, rue Ampère |
| Bureau de vote n° 11 | Groupe scolaire Ampère | 9, rue Ampère |
| Bureau de vote n° 12 | Centre administratif | 86, rue Léon Desoyer |
| Bureau de vote n° 13 | Ecole maternelle Alsace | 26, rue de Noailles |
| Bureau de vote n° 14 | Ecole de la Croix-Saint-Simon | Gare d'Achères |
| Bureau de vote n° 15 | Ecole élémentaire Giraud Teulon | 5, rue Giraud Teulon |
| Bureau de vote n° 16 | Ecole élémentaire Frédéric Passy | 4, rue Claude Chappe |
| Bureau de vote n° 17 | Ecole élémentaire Frédéric Passy | 4, rue Claude Chappe |
| Bureau de vote n° 18 | Groupe scolaire les Sources | 11, rue Ernest Bonin |
| Bureau de vote n° 19 | Groupe scolaire les Sources | 11, rue Ernest Bonin |
| Bureau de vote n° 20 | Gymnase Schnapper | 24, rue Schnapper |
| Bureau de vote n° 21 | Gymnase Schnapper | 24, rue Schnapper |
| Bureau de vote n° 22 | Ecole maternelle Giraud Teulon | 7, rue Giraud Teulon |
| Bureau de vote n° 23 | Groupe scolaire Marie Curie | Boulevard Hector Berlioz |
| Bureau de vote n° 24 | Bâtiment administratif n° 1 | Place des Rotondes |
| Bureau de vote n° 25 | Château d'Hennemont - Lycée International | Rue du Fer à Cheval |
| Bureau de vote n° 26 | Groupe scolaire Jean Moulin | 56, rue de l'Aurore |
| Bureau de vote n° 27 | Groupe scolaire Jean Moulin | 56, rue de l'Aurore |
| Bureau de vote n° 28 | Gymnase Schnapper | 24, rue Schnapper |
| Bureau de vote n° 29 | Centre du Bois-Joli | 2, boulevard de la Paix |

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles Cedex

Accueil du public : 1 avenue de l'Europe - Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

...

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote n° 1, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° 2011242-0008 du 30 août 2011 modifié instituant les bureaux de vote de la commune de Saint-Germain-en-Laye est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye et le maire de Saint-Germain-en-Laye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Fait à Versailles, le **20 JUIL. 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT

Les annexes au présent arrêté sont consultables :

- Soit à la préfecture des Yvelines, bureau des élections
- Soit en mairie



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018205-0006

signé par
Stéphane GRAUVOGEL, Sous-préfet

Le 24 juillet 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-07-0012

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 18 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Lévis-Saint-Nom ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Lévis-Saint-Nom est situé :

« Salle des fêtes de Girouard – Place Yvon Esnault »

Article 2 : Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Lévis-Saint-Nom sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **24** JUIL. 2018

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet,

Stéphane GRAUVOGÉE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018205-0007

**signé par
Stéphane GRAUVOGEL, Sous-préfet**

Le 24 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
DRE**

Arrêté relatif aux bureaux de vote

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture
Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ N° 2018-07-0013

relatif aux bureaux de vote de la commune de Limay

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu la demande du maire de Limay en date du 5 juillet 2018 portant sur le transfert de la totalité des électeurs du bureau de vote n° 4 de la commune ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Mantes-la-Jolie ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Limay sont définis comme suit, conformément aux plan (annexe 1) et états (annexes 2 à 13) joints au présent arrêté :

| | | |
|----------------------|--|-------------------------------|
| Bureau de vote n° 1 | Hôtel de ville | 5, avenue du Président Wilson |
| Bureau de vote n° 2 | Restaurant scolaire Ferdinand Buisson | 23, rue des Coutures |
| Bureau de vote n° 3 | Ecole maternelle Jean Macé | Avenue de la Source |
| Bureau de vote n° 4 | Salle polyvalente Maurice Quettier | 15, rue des Moussets |
| Bureau de vote n° 5 | Ecole Maria Montessori | 4, rue des Hautes Meunières |
| Bureau de vote n° 6 | Le Bois aux Moines (salle polyvalente) | Rue des Rosiers |
| Bureau de vote n° 7 | Ecole maternelle Pauline Kergomard | Rue Pauline Kergomard |
| Bureau de vote n° 8 | Ecole maternelle Henri Wallon | 20, rue du Colonel Fabien |
| Bureau de vote n° 9 | Les Hauts de Limay (salle polyvalente) | Rue des Rosiers |
| Bureau de vote n° 10 | Restaurant scolaire Jean Macé | 5, impasse Jean Macé |
| Bureau de vote n° 11 | Restaurant scolaire Jules Ferry | 11, rue Jules Ferry |
| Bureau de vote n° 12 | Restaurant scolaire Henri Wallon | 20, rue du Colonel Fabien |

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote n° 1, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° DRE 06/185 du 21 août 2006 modifié instituant les bureaux de vote de la commune de Limay est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Limay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Fait à Versailles, le **24 JUIL. 2018**

Le Préfet,

~~Pour le Préfet et par délégation~~

Le Sous-Préfet,

Stéphane GRAUVOGEL

Les annexes au présent arrêté sont consultables :

- Soit à la préfecture des Yvelines, bureau des élections
- Soit en mairie



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018207-0006

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 26 juillet 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-07-0014

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 23 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Chapet ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Chapet est situé :

« Foyer rural – Rue du Pavillon »

Article 2 : Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Chapet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **26 JUIL. 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018207-0007

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 26 juillet 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-07-0015

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 19 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Moisson ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Moisson est situé :

« Mairie – 34, route de Lavacourt »

Article 2 : Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Moisson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **26 JUIL. 2018**

Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet**


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018212-0005

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 31 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
DRE**

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018.07.0016

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 25 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Boinville-en-Mantois ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Boinville-en-Mantois est situé :

« Mairie – 2, rue du Clos Doré »

Article 2 : Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Boinville-en-Mantois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **31 JUIL. 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018212-0006

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 31 juillet 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-07-0017

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 24 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Châteaufort ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Châteaufort est situé :

« Mairie, salle du Conseil – 19, place Saint Christophe »

Article 2 : Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines et le maire de Châteaufort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **31** JUIL. 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018212-0007

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 31 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
DRE**

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-07-0018

Le Préfet des Yvelines

Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 26 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune d'Hargeville ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune d'Hargeville est situé :

« Mairie, salle du Conseil – Place de l'Eglise »

Article 2 : Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire d'Hargeville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **31** JUIL. 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018213-0004

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 1er août 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif aux bureaux de vote



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018.08.0002

relatif aux bureaux de vote de la commune de Maurepas

Le Préfet des Yvelines

Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu la demande du maire de Maurepas en date du 5 juin 2018 portant sur la modification d'emplacement du bureau de vote n° 10 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Rambouillet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Maurepas sont définis comme suit, conformément aux plan (annexe 1) et états (annexes 2 à 14) joints au présent arrêté :

| | | |
|----------------------|---|--------------------------|
| Bureau de vote n° 1 | Mairie | Place Charles de Gaulle |
| Bureau de vote n° 2 | Groupe scolaire de l'Agot | Square de Beaufortin |
| Bureau de vote n° 3 | Ecole élémentaire Malmedonne | Avenue du Rouergue |
| Bureau de vote n° 4 | Ecole maternelle Haute-Futaie | Avenue de Touraine |
| Bureau de vote n° 5 | Espace Albert Camus | Rue de la Beauce |
| Bureau de vote n° 6 | Groupe scolaire Les Coudrays | Avenue de Picardie |
| Bureau de vote n° 7 | Ecole élémentaire Les Bessières | Rue de Noirmoutier |
| Bureau de vote n° 8 | Centre de loisirs du Bout des Clos | Chemin des Petits Fossés |
| Bureau de vote n° 9 | Ecole élémentaire La Marnière | 29, avenue du Trégor |
| Bureau de vote n° 10 | Centre Educatif et Sportif de l'Agot (CESA) | Square du Dauphiné |
| Bureau de vote n° 11 | Ecole maternelle La Marnière | 29, avenue du Trégor |
| Bureau de vote n° 12 | Groupe scolaire Les Fiches | Place du Doubs |
| Bureau de vote n° 13 | Maison de voisinage Liliane de la Mortière | Rue de l'Iroise |

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote n° 1, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles Cedex

Accueil du public : 1 avenue de l'Europe - Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

.../...

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° 96-53 du 30 août 1996 modifié instituant les bureaux de vote de la commune de Maurepas est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Maurepas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Fait à Versailles, le - 1 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Thierry LAURENT

Les annexes au présent arrêté sont consultables :

- Soit à la préfecture des Yvelines, bureau des élections
- Soit en mairie



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018213-0005

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 1er août 2018

**Préfecture des Yvelines
DRE**

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-08-0004

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 27 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Neauphlette ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Neauphlette est situé :

« Mairie – 3, rue des Loges »

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° DRE 07/419 bis du 28 août 2007 est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Neauphlette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **1 AOUT 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Thierry LAURENT

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78.010 Versailles cedex

Adresse du public : 1, avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-08-0003

**portant modification de l'arrêté n° 2016-08-0014 du 12 août 2016
instituant les bureaux de vote de la commune de Rambouillet**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'arrêté n° 2016-08-0014 du 12 août 2016 instituant les bureaux de vote de la commune de Rambouillet ;

Vu la demande formulée par le maire de Rambouillet en date du 27 avril 2018 portant sur l'ajout de voies nouvelles au périmètre des bureaux de vote n° 2, 12 et 14 de la commune ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Rambouillet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les annexes n° 2, 12 et 14 de l'arrêté n° 2016-08-0014 du 12 août 2016 susvisé relatives aux bureaux de vote n° 2, 12 et 14 de la commune de Rambouillet sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Rambouillet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **1^{er} AOUT 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78.010 Versailles cedex

Adresse du public : 1, avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

Anexe 2 (1/2)

Liste Electorale 2016

Découpage

BUREAU N° 2

Nombre d'inscrits 922

Rues et Résidences Bureau N° 2

Vu pour être annexé à

l'arrêté préfectoral du **1 AOUT 2018**

Le Préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation

L'Adjoint au Chef du Bureau des Elections

Marcel CHARROIN

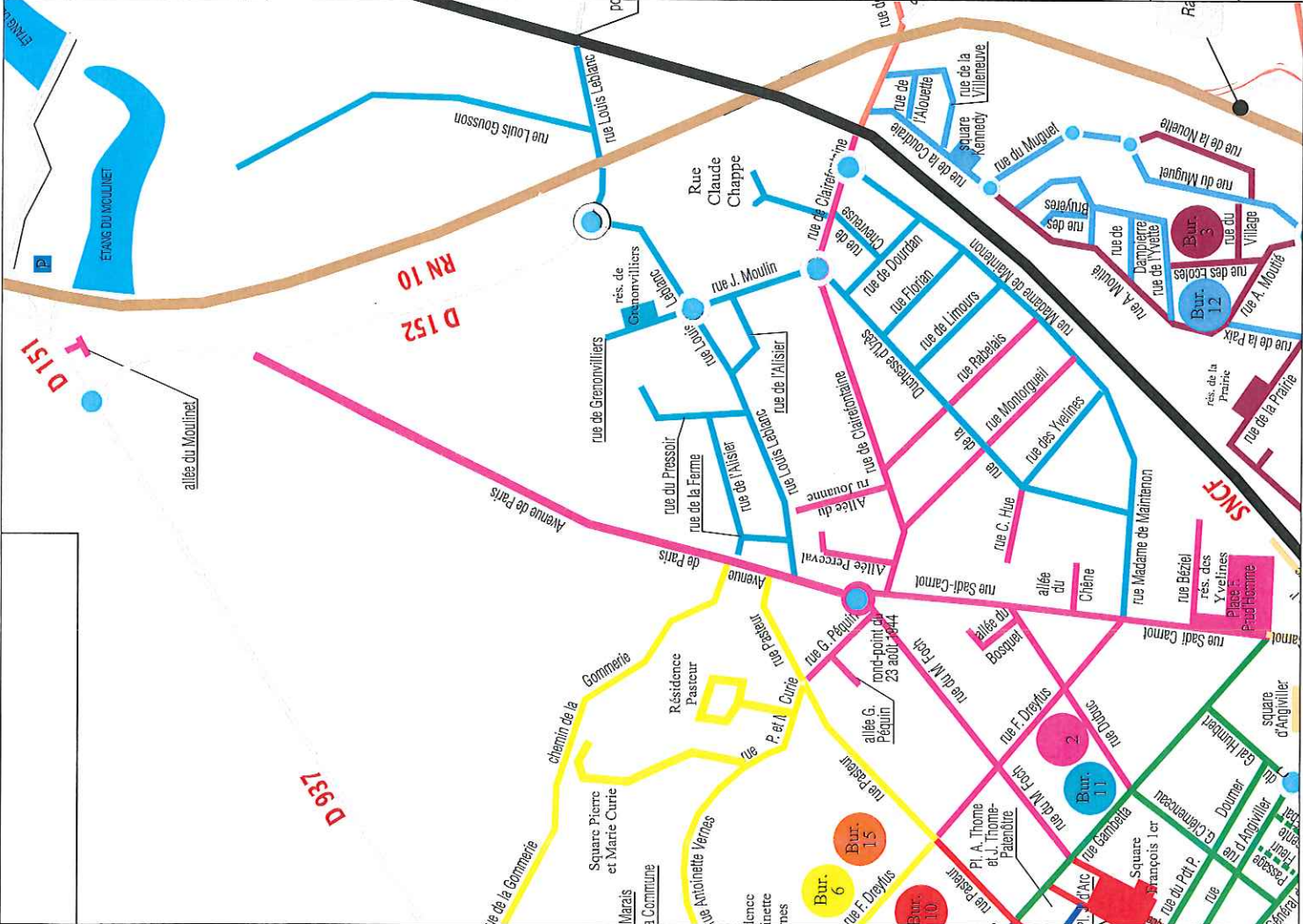


VILLE DE RAMBOUILLET

Département des Yvelines

Date : 26/07/2018
Echelle :
Dessinateur : PS

SERVICES TECHNIQUES - 49, rue de Groussay - 78120 RAMBOUILLET
Tél. : 01.75.03.42.70 - Fax : 01.75.03.42.01 - Email : services.techniques@rambouillet.fr
La Directrice Aurélie FESARD VERSTRAET



Anexe 2 (212)

LISTE DES RUES

BUREAU DE VOTE - 002 - ECOLE MATERNELLE DU CENTRE

Mairie de Rambouillet

| Bureau de vote | Cods rivioli | Libellé | Clé de tri | Noméros de rue | Parité | Noméros de section de rue | Noms | Ossolète |
|----------------|--------------|----------------------------|------------|----------------|---------|---------------------------|------|----------|
| 002 | 00085 | RUE BEZIEL | | Du 1 au 99 | Suite | Du 1 au 99 | | |
| 002 | 00105 | ALLEE DU BOSQUET | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00190 | RUE DE CLAIREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Impaire | Du 1 au 23 | | |
| 002 | 00190 | RUE DE CLAIREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Pair | Du 2 au 99 | | |
| 002 | 00315 | RUE FERDINAND DREYFUS | | Du 1 au 99 | Impaire | Du 1 au 43 | | |
| 002 | 00325 | RUE FERDINAND DREYFUS | | Du 1 au 99 | Pair | Du 2 au 36 | | |
| 002 | 00425 | AVENUE FOCH | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 00560 | RUE CLEMENT HUE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00720 | RUE MONTORGUEIL | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00726 | ALLEE DU MOULINET | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00900 | AVENUE DE PARIS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00930 | RUE GEORGES PEQUIN | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 00935 | ALLEE GEORGES PEQUIN | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00920 | PLACE F. FRUD'HOMME | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00925 | RUE RABELAIS | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00961 | ROND POINT DU 23 AOUT 1944 | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00985 | RUE SADI CARNOT | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 00985 | RUE SADI CARNOT | | Du 0 au 9999 | Pair | Du 6 au 998 | | |
| 002 | 01175 | RESIDENCE DES YVELINES | | Du 0 au 9999 | Impaire | Du 13 au 9999 | | |
| 002 | 01208 | Allée du Chêne | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 0618V | Allée Perceval | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 0413X | Allée du Ru Jouanne | Jouanne | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |

Annexe 12 (1/2)

Liste Electorale 2016 Découpage

BUREAU N° 12 Nombre d'inscrits: 781

Rues et Résidences Bureau N° 12

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du **1er JUILLET 2018**
Le Préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation
L'Adjoint au Chef du Bureau des Elections



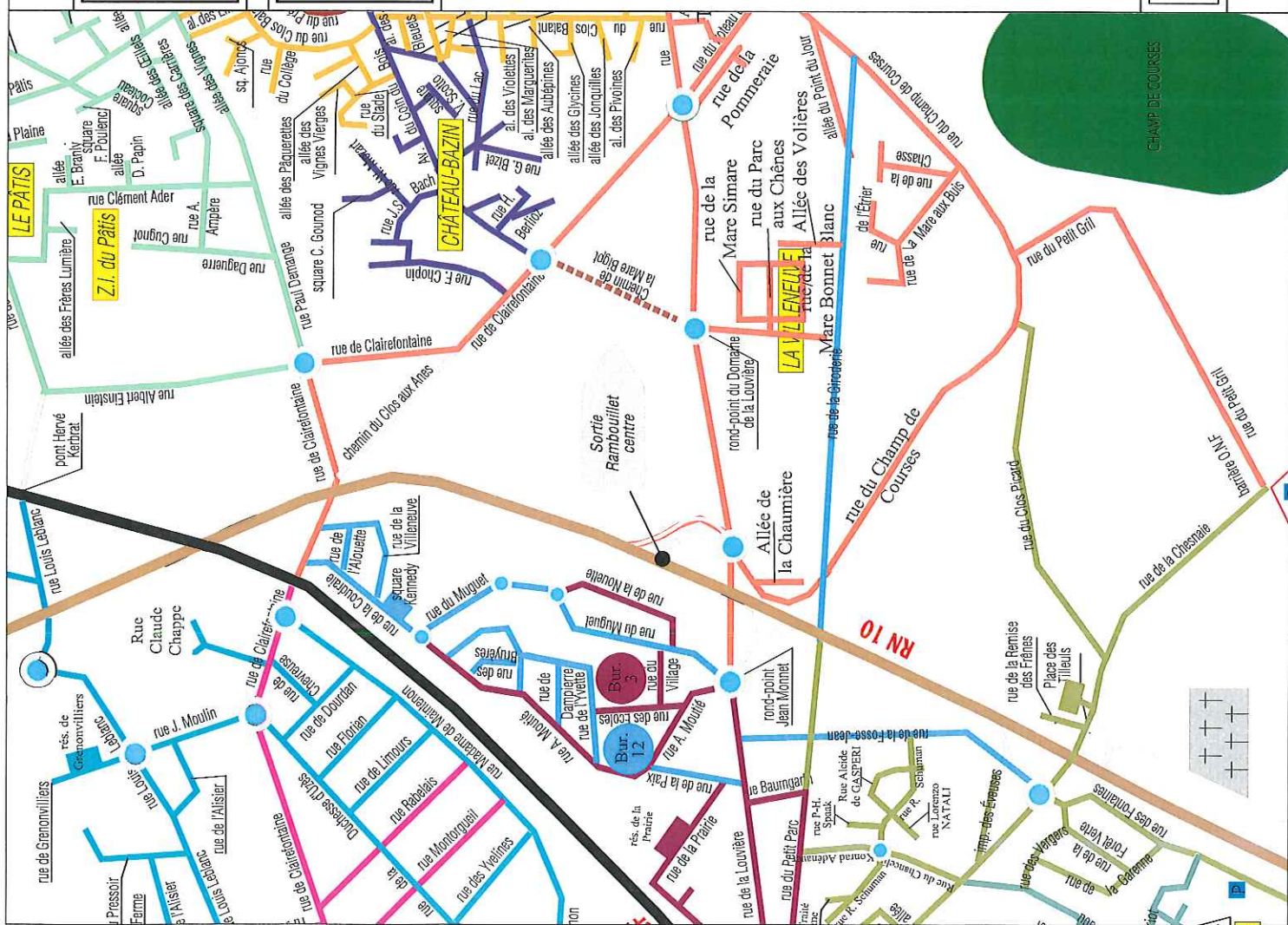
Marital CHARROIN

VILLE DE RAMBOUILLET

Département des Yvelines

SERVICES TECHNIQUES - 49, rue de Groussay - 78120 RAMBOUILLET
Tél. : 01.75.03.42.10 - Fax : 01.75.03.42.01 - Email : services.techniques@rambouillet.fr
La Directrice Aurélie FESARD-VERSTRAET

Date : 26/07/2018
Echelle :
Dessinateur : PS



Annexe 12 (2/2)

Le 30/07/2018 à 09:00

Page 1 / 1

LISTE DES RUES

BUREAU DE VOTE : 012 - ECOLE DE LA PRAIRIE

Mairie de Rambouillet

| Bureau de vote | Codes rlvoti | Libellé | Cis de tri | Nombres de rue | Parti | Nombres de section de rue | Noms | Obsolète |
|----------------|--------------|----------------------|------------|----------------|-------|---------------------------|------|----------|
| 012 | 00020 | RUE DE L'ALOUETTE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00115 | RUE DES BRUYERES | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00245 | RUE DE LA COUDRAIE | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 012 | 00260 | RUE DE DAMPIERRE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00439 | RUE DE LA FOSSE JEAN | | Du 0 au 100 | Suite | Du 0 au 100 | | |
| 012 | 00480 | RUE DE LA GIRODERIE | | Du 0 au 200 | Suite | Du 0 au 200 | | |
| 012 | 00605 | SQUARE KENNEDY | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00740 | RUE DU MUGUET | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 012 | 00775 | RUE DE LA PAIX | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 01065 | RUE DE LA VILLENEUVE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 01120 | RUE DE L'YVETTE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 0752R | ALLÉE DES VOLIERES | | Du 1 au 100 | Suite | Du 1 au 100 | | |

Annexe 14 (1/3)

Liste Electorale 2016 Découpage

BUREAU N° 14 Nombres d'inscrits: 930



Rues et Résidences Bureau N° 14

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du **1er AOUT 2018**
Le Préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation
L'Adjoint au Chef de Bureau des Elections

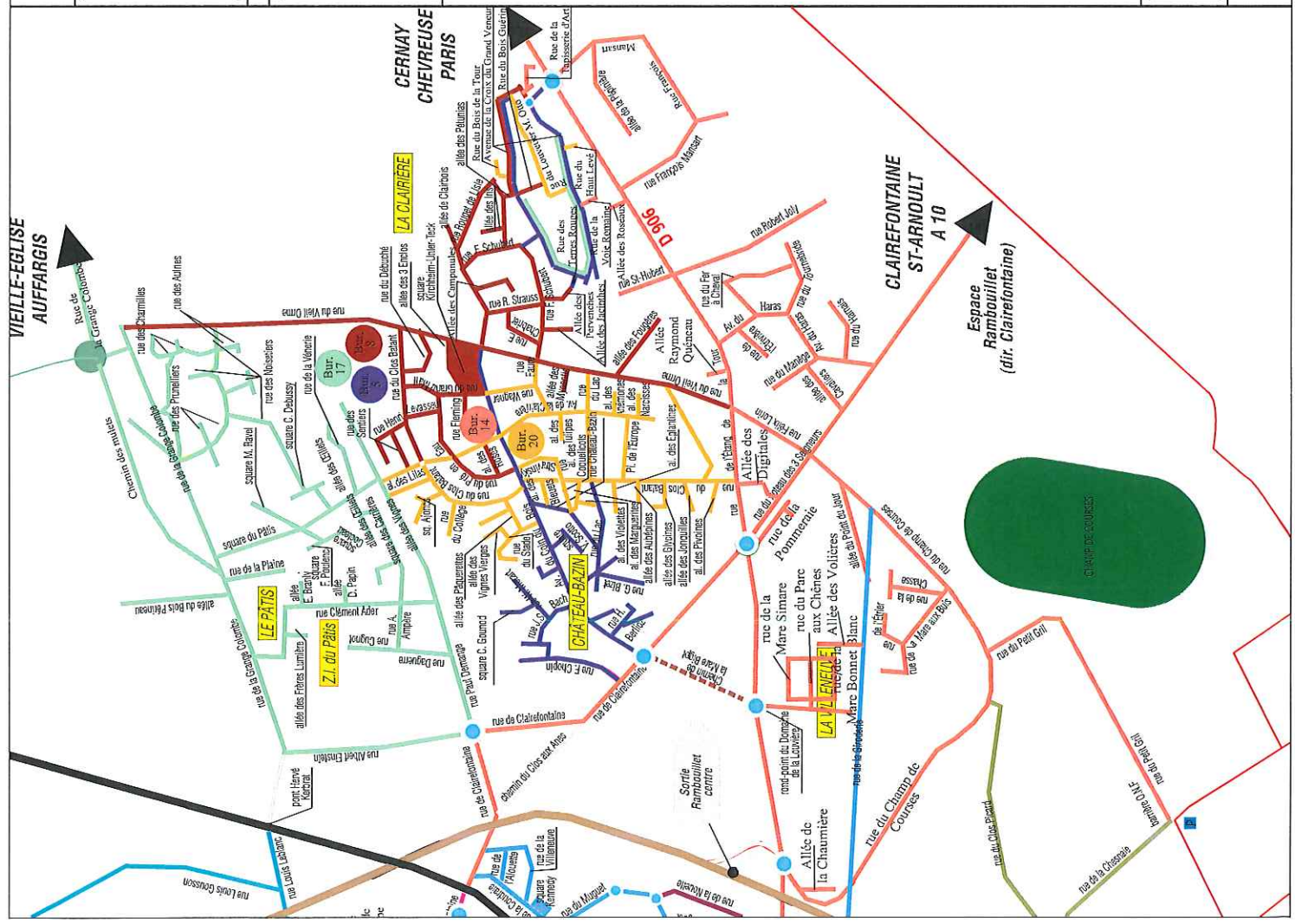

Martial CHARROIN

VILLE DE RAMBOUILLET

Département des Yvelines

SERVICES TECHNIQUES - 49, rue de Groussay - 78120 RAMBOUILLET
Tél. : 01.75.03.42.10 - Fax. : 01.75.03.42.01 - Email : services.techniques@rambouillet.fr
La Directrice Aurélie FESARD-VERSTRAET

Date : 26/07/2018
Echelle :
Dessinateur : PS



Annexe 14(2/3)

Mairie de Rambouillet

Le 30/07/2018 à 09:00

LISTE DES RUES

BUREAU DE VOTE : 014 - SALLE ODÉON & OPÉRA

Page 1 / 2

| Bureau de vote | Code rivi | Libellé | Clé de tri | Numéros de rue | Parité | Numéros de section de rue | Noms | Obsolète |
|----------------|-----------|-------------------------------|------------|----------------|---------|---------------------------|------|----------|
| 014 | 00135 | ALLEE DES CAVALIERS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00145 | RUE DU CHAMP DE COURSES | | Du 1 au 200 | Suite | Du 1 au 200 | | |
| 014 | 00155 | RUE DE LA CHASSE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00190 | RUE DE CLAREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Impaire | Du 25 au 149 | | |
| 014 | 00190 | RUE DE CLAREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Pair | Du 50 au 149 | | |
| 014 | 00365 | RUE DE L'ETANG DE LA TOUR | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00370 | RUE DE L'ETRIER | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00375 | RUE DE L'ETRIERE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00405 | RUE DU FER A CHEVAL | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00501 | RUE DE LA MARE SIMARE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00502 | RUE DE LA MARE BONNET BLANC | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00540 | RUE DU PETIT GRIL | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00550 | AVENUE DU HARAS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00555 | RUE DU HARNAIS | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00550 | RUE ROBERT JOLY | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00598 | RUE DU PARC AUX CHENES | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00665 | RUE FELIX LORIN | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00670 | RUE DE LA LOUVIERE | | Du 0 au 200 | Impaire | Du 67 au 199 | | |
| 014 | 00670 | RUE DE LA LOUVIERE | | Du 0 au 200 | Pair | Du 110 au 200 | | |
| 014 | 00665 | RUE DU MANEGE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00690 | RUE FRANCOIS MANSART | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00700 | RUE DE LA MARE AUX BUIS | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00826 | ALLEE DE LA PERINIERE | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00870 | ALLEE DU POINT DU JOUR | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00875 | RUE DU POTEAU DES 3 SEIGNEURS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00990 | RUE SAINT HUBERT | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 01040 | RUE DU TOURNEBRIDE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 01162 | Impasse de la Chaumière | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0748M | Rue de la Voie Romaine | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0751P | ALLÉE RAYMOND QUENEAU | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0758S | Rue de la Tapisserie d'Art | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0766D | Allée des Digitales | Digitales | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018213-0006

signé par

Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 1er août 2018

Préfecture des Yvelines

DRE

Arrêté relatif aux bureaux de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-08-0003

**portant modification de l'arrêté n° 2016-08-0014 du 12 août 2016
instituant les bureaux de vote de la commune de Rambouillet**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'arrêté n° 2016-08-0014 du 12 août 2016 instituant les bureaux de vote de la commune de Rambouillet ;

Vu la demande formulée par le maire de Rambouillet en date du 27 avril 2018 portant sur l'ajout de voies nouvelles au périmètre des bureaux de vote n° 2, 12 et 14 de la commune ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Rambouillet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les annexes n° 2, 12 et 14 de l'arrêté n° 2016-08-0014 du 12 août 2016 susvisé relatives aux bureaux de vote n° 2, 12 et 14 de la commune de Rambouillet sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Rambouillet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **1^{er} AOUT 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78.010 Versailles cedex

Adresse du public : 1, avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

Annexe 2 (1/2)

Liste Electorale 2016 Découpage

BUREAU N° 2 Nombre d'inscrits 922

Rues et Résidences Bureau N° 2

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du **1 AOUT 2018**
Le Préfet des Yvelines
Pour le Préfet et par délégation
L'Adjoint au Chef du Bureau des Elections

Marcel CHARROIN
Marcel CHARROIN

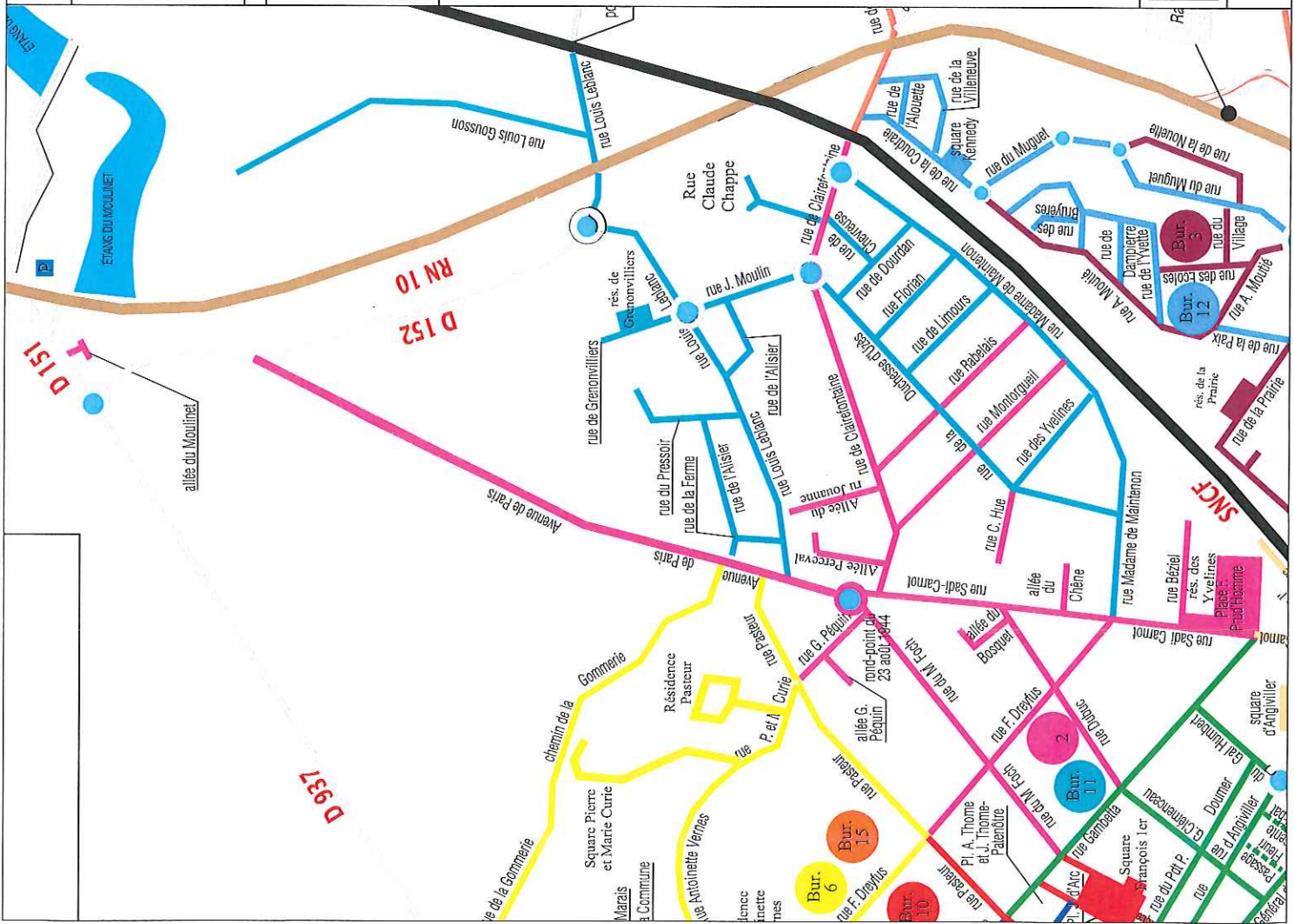


VILLE DE RAMBOUILLET

Département des Yvelines

SERVICES TECHNIQUES - 49, rue de Groussay - 78120 RAMBOUILLET
Tél. : 01.75.03.42.70 - Fax. : 01.75.03.42.01 - Email : services.techniques@rambouillet.fr
La Directrice Aurélie FESARD VERSTRAET

Date : 26/07/2018
Echelle :
Dessinateur : PS



Anexe 2 (212)

LISTE DES RUES

BUREAU DE VOTE - 002 - ECOLE MATERNELLE DU CENTRE

Mairie de Rambouillet

| Bureau de vote | Codes rivioli | Libellé | Clé de tri | Nombres de rue | Parité | Nombres de section de rue | Noms | Ossolète |
|----------------|---------------|----------------------------|------------|----------------|---------|---------------------------|------|----------|
| 002 | 00085 | RUE BEZIEL | | Du 1 au 99 | Suite | Du 1 au 99 | | |
| 002 | 00105 | ALLEE DU BOSQUET | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00190 | RUE DE CLAIREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Impaire | Du 1 au 23 | | |
| 002 | 00190 | RUE DE CLAIREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Pair | Du 2 au 99 | | |
| 002 | 00315 | RUE FERDINAND DREYFUS | | Du 1 au 99 | Impaire | Du 1 au 43 | | |
| 002 | 00325 | RUE FERDINAND DREYFUS | | Du 1 au 99 | Pair | Du 2 au 36 | | |
| 002 | 00425 | AVENUE FOCH | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 00560 | RUE CLEMENT HUE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00720 | RUE MONTORGUEIL | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00726 | ALLEE DU MOULINET | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00900 | AVENUE DE PARIS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00930 | RUE GEORGES PEQUIN | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 00935 | ALLEE GEORGES PEQUIN | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00920 | PLACE F. FRUD'HOMME | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00925 | RUE RABELAIS | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00961 | ROND POINT DU 23 AOUT 1944 | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 002 | 00985 | RUE SADI CARNOT | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 00985 | RUE SADI CARNOT | | Du 0 au 9999 | Pair | Du 6 au 998 | | |
| 002 | 01175 | RESIDENCE DES YVELINES | | Du 0 au 9999 | Impaire | Du 13 au 9999 | | |
| 002 | 01208 | Allée du Chêne | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 0618V | Allée Perceval | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 002 | 0413X | Allée du Ru Jouanne | Jouanne | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |

Annexe 12 (1/2)

Liste Electorale 2016 Découpage

BUREAU N° 12 Nombre d'inscrits: 781

Rues et Résidences Bureau N° 12

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du **1er JUILLET 2018**
Le Préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation
L'Adjoint au Chef du Bureau des Elections



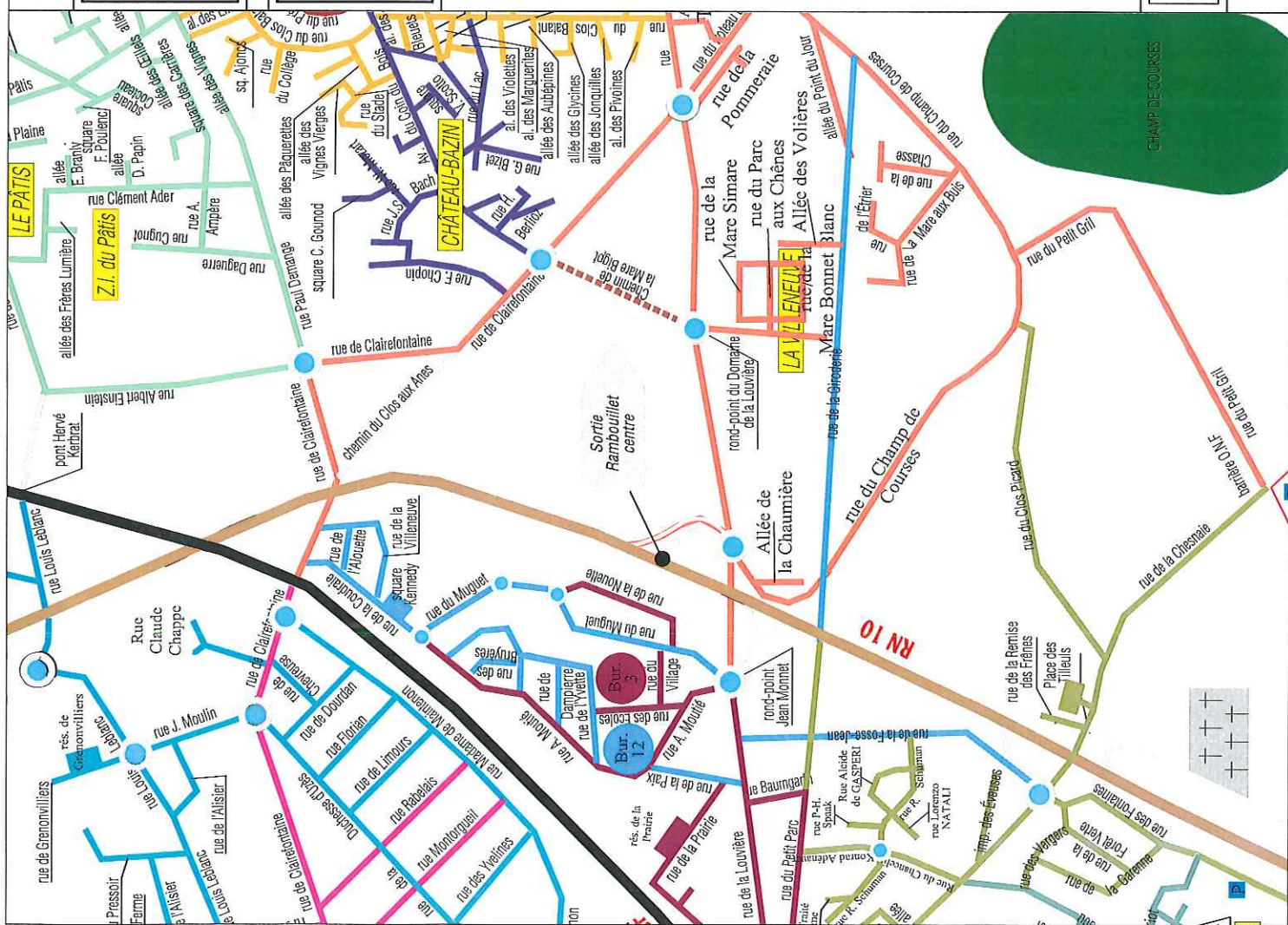
Marital CHARROIN

VILLE DE RAMBOUILLET

Département des Yvelines

SERVICES TECHNIQUES - 49, rue de Groussay - 78120 RAMBOUILLET
Tél. : 01.75.03.42.10 - Fax : 01.75.03.42.01 - Email : services.techniques@rambouillet.fr
La Directrice Aurélie FESARD-VERSTRAET

Date : 26/07/2018
Echelle :
Dessinateur : PS



Annexe 12 (2/2)

Le 30/07/2018 à 09:00

Page 1 / 1

LISTE DES RUES

BUREAU DE VOTE : 012 - ECOLE DE LA PRAIRIE

Mairie de Rambouillet

| Bureau de vote | Codes rlvoti | Libellé | Cis de tri | Nombres de rue | Parti | Nombres de section de rue | Noms | Obsolète |
|----------------|--------------|----------------------|------------|----------------|-------|---------------------------|------|----------|
| 012 | 00020 | RUE DE L'ALOUETTE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00115 | RUE DES BRUYERES | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00245 | RUE DE LA COUDRAIE | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 012 | 00260 | RUE DE DAMPIERRE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00439 | RUE DE LA FOSSE JEAN | | Du 0 au 100 | Suite | Du 0 au 100 | | |
| 012 | 00480 | RUE DE LA GIRODERIE | | Du 0 au 200 | Suite | Du 0 au 200 | | |
| 012 | 00605 | SQUARE KENNEDY | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 00740 | RUE DU MUGUET | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 012 | 00775 | RUE DE LA PAIX | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 01065 | RUE DE LA VILLENEUVE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 01120 | RUE DE L'YVETTE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 012 | 0752R | ALLÉE DES VOLIÈRES | | Du 1 au 100 | Suite | Du 1 au 100 | | |

Annexe 14 (1/3)

Liste Electorale 2016 Découpage

BUREAU N° 14 Nombres d'inscrits: 930



Rues et Résidences Bureau N° 14

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du **1er AOUT 2018**
Le Préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation
L'Adjoint au Chef de Bureau des Elections

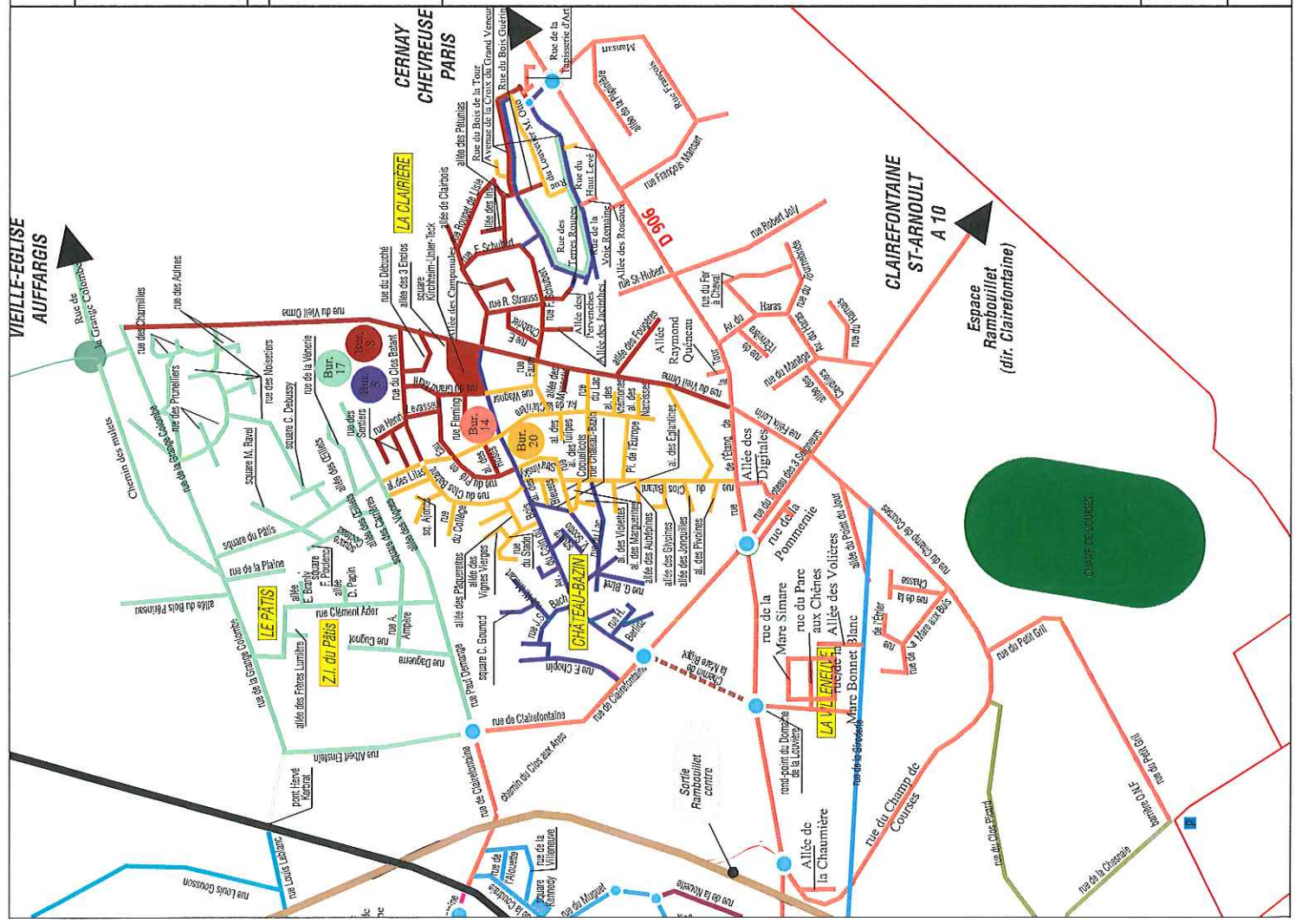
(Signature)
Martial CHARROIN

VILLE DE RAMBOUILLET

Département des Yvelines

SERVICES TECHNIQUES - 49, rue de Groussay - 78120 RAMBOUILLET
Tél. : 01.75.03.42.10 - Fax. : 01.75.03.42.01 - Email : services.techniques@rambouillet.fr
La Directrice Aurélie FESARD-VERSTRAET

Date : 26/07/2018
Echelle :
Dessinateur : PS



Annexe 14(2/3)

Mairie de Rambouillet

Le 30/07/2018 à 09:00

LISTE DES RUES

BUREAU DE VOTE : 014 - SALLE ODÉON & OPÉRA

Page 1 / 2

| Bureau de vote | Code rivi | Libellé | Clé de tri | Numéros de rue | Parité | Numéros de section de rue | Noms | Obsolète |
|----------------|-----------|-------------------------------|------------|----------------|---------|---------------------------|------|----------|
| 014 | 00135 | ALLEE DES CAVALIERS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00145 | RUE DU CHAMP DE COURSES | | Du 1 au 200 | Suite | Du 1 au 200 | | |
| 014 | 00155 | RUE DE LA CHASSE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00190 | RUE DE CLAREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Impaire | Du 25 au 149 | | |
| 014 | 00190 | RUE DE CLAREFONTAINE | | Du 0 au 149 | Pair | Du 50 au 149 | | |
| 014 | 00365 | RUE DE L'ETANG DE LA TOUR | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00370 | RUE DE L'ETRIER | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00375 | RUE DE L'ETRIERE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00405 | RUE DU FER A CHEVAL | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00501 | RUE DE LA MARE SIMARE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00502 | RUE DE LA MARE BONNET BLANC | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00540 | RUE DU PETIT GRIL | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00550 | AVENUE DU HARAS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00555 | RUE DU HARNAIS | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00550 | RUE ROBERT JOLY | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00598 | RUE DU PARC AUX CHENES | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00665 | RUE FELIX LORIN | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00670 | RUE DE LA LOUVIERE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00670 | RUE DE LA LOUVIERE | | Du 0 au 200 | Impaire | Du 67 au 199 | | |
| 014 | 00665 | RUE DU MANEGE | | Du 0 au 200 | Pair | Du 110 au 200 | | |
| 014 | 00690 | RUE FRANCOIS MANSART | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00700 | RUE DE LA MARE AUX BUIS | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00826 | ALLEE DE LA PERNIERE | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00870 | ALLEE DU POINT DU JOUR | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 00875 | RUE DU POTEAU DES 3 SEIGNEURS | | Du 0 au 9999 | Suite | Du 0 au 9999 | | |
| 014 | 00990 | RUE SAINT HUBERT | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 01040 | RUE DU TOURNEBRIDE | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 01162 | Impasse de la Chaumière | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0748M | Rue de la Voie Romaine | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0751P | ALLÉE RAYMOND QUENEAU | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0758S | Rue de la Tapissierie d'Art | | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |
| 014 | 0766D | Allée des Digitales | Digitales | Du 1 au 9999 | Suite | Du 1 au 9999 | | |



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018214-0003

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 2 août 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-08-0004

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 31 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Paray-Douaville ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Paray-Douaville est situé :

« Mairie – 1 rue du Buisson à l'Oiseau »

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral du 16 août 1948 modifié est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Paray-Douaville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **- 2 AOUT 2018**

Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet**


Thierry LAURENT

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78.010 Versailles cedex

Adresse du public : 1, avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018214-0004

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 2 août 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-08-0005

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 30 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Rochefort-en-Yvelines ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Rochefort-en-Yvelines est situé :

« Salle des fêtes – Chemin de l'Ancienne Gare »

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral du 27 août 1948 modifié est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Rochefort-en-Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le - 2 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018214-0005

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 2 août 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018.08.006

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 30 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Saint-Martin-des-Champs ;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Saint-Martin-des-Champs est situé :

« Mairie – 8, chemin de Fontenelle »

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral du 24 août 1970 est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Saint-Martin-des-Champs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **2 AOUT 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par dérogation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018214-0006

signé par
Thierry LAURENT, Directeur de Cabinet

Le 2 août 2018

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté relatif au bureau de vote



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ n° 2018-08-0007

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'attestation du maire en date du 30 juillet 2018 portant sur l'actualisation de la décision préfectorale relative au bureau de vote de la commune de Toussus-le-Noble;

Considérant l'absence de modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'unique bureau de vote de la commune de Toussus-le-Noble est situé :

« Mairie, salle du Conseil Municipal – Place Maréchal Leclerc de Hauteclocque »

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° 277 du 29 juillet 1992 est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines et le maire de Toussus-le-Noble sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le - 2 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Thierry LAURENT

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78.010 Versailles cedex

Adresse du public : 1, avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018191-0008

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 10 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

**Arrêté autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
ORCHESTRA PREMAMAN, ZAC du Trait d'Union 78410 Aubergenville**



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
ORCHESTRA PREMAMAN
ZAC du Trait d'Union 78410 Aubergenville

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé ZAC du Trait d'Union 78410 Aubergenville présentée par Monsieur le représentant de l'établissement ORCHESTRA PREMAMAN SA ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 06 avril 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Le représentant de l'établissement ORCHESTRA PREMAMAN SA est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2018/0221. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service Clients de l'établissement à l'adresse suivante :

ORCHESTRA PREMAMAN SA
ZAC Saint Antoine
200 avenue des Tamaris
34130 Saint Aunes

Le Sous-Préfet, directeur de Cabinet de la préfecture des Yvelines, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines et le commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie des Yvelines.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de l'établissement ORCHESTRA PREMAMAN SA, ZAC Saint Antoine 200 avenue des Tamaris 34130 Saint Aunes, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 10/07/2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018192-0009

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 11 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

**Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement SAS
VB CHOCOLATERIE - LES JARDINS DES DELICES 5 place du Sancerrois 78310 Maurepas**



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
SAS VB CHOCOLATERIE - LES JARDINS DES DELICES
5 place du Sancerrois 78310 Maurepas

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 5 place du Sancerrois 78310 Maurepas présentée par Madame Véronique BOURGEOIS ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 09 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 13 février 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Madame Véronique BOURGEOIS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2017/0636. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la gérante de l'établissement à l'adresse suivante :

SAS VB CHOCOLATERIE /LES JARDINS DES DÉLICES
5 place du Sancerrois
78310 Maurepas

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Véronique BOURGEOIS, 5 place du Sancerrois 78310 Maurepas, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 11/07/2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018192-0010

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 11 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

**Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à
l'établissement LE CROISSANT 1 rue Georges Clémenceau 78250 Meulan**



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°
portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au bar tabac
LE CROISSANT 1 rue Georges Clémenceau 78250 Meulan

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20131720013 du 21 juin 2013 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sis 1 rue Georges Clémenceau 78250 Meulan ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 rue Georges Clémenceau 78250 Meulan présentée par Monsieur Gérard TOUILLET ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 11 avril 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Monsieur Gérard TOUILLET est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2013/0156. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement à l'adresse suivante :

LE CROISSANT
1 rue des Grandes Terres
78510 Triel Sur Seine

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Gérard TOUILLET, 1 rue Georges Clémenceau 78250 Meulan, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 11/07/2018

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet**

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018192-0011

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 11 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

Arrêté portant modification d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM centre commercial Vélizy 2, 2 avenue de l'Europe 78140 Vélizy Villacoublay



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°

**Portant modification d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM
centre commercial Vélizy 2, 2 avenue de l'Europe 78140 Vélizy Villacoublay**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20152870017 du 14 octobre 2015 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sis centre commercial Vélizy 2, 2 avenue de l'Europe 78140 Vélizy Villacoublay ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé centre commercial Vélizy 2, 2 avenue de l'Europe 78140 Vélizy Villacoublay présentée par le représentant de l'établissement RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 26 avril 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Le représentant de l'établissement RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0544. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès responsable sécurité de l'établissement à l'adresse suivante :

RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM

Centre commercial Vélizy 2

2 avenue de l'Europe

78140 Vélizy Villacoublay.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : L'arrêté préfectoral n°20152870017 du 14 octobre 2015 susvisé est abrogé.

Article 13 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de l'établissement RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM, LE TECHNOPOLE – 13/15 avenue du maréchal Juin 92360 Meudon La Foret, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 11/07/2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018192-0012

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 11 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

**Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement LA
TABATIERE, 28 rue Maurice Berteaux 78700 Conflans Sainte Honorine**



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
LA TABATIERE 28 rue Maurice Berteaux 78700 Conflans Sainte Honorine

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 28 rue Maurice Berteaux 78700 Conflans Sainte Honorine présentée par Monsieur Farid AIT MADI ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 02 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Monsieur Farid AIT MADI est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0058. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement à l'adresse suivante :

LA TABATIERE
28 rue Maurice Berteaux
78700 Conflans Sainte Honorine

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Farid AIT MADI, 28 rue Maurice Berteaux 78700 Conflans Sainte Honorine, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 11/07/2018

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet**

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018192-0013

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 11 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement MONOP' STATION 10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny le Bretonneux



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°
portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à
l'établissement MONOP' STATION
10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny le Bretonneux

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013093-0012 du 03 avril 2013 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sis 10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny le Bretonneux ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny le Bretonneux présentée par le représentant de l'établissement MONOP' STATION SA ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 30 avril 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Le représentant de l'établissement MONOP' STATION SA est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2013/0015. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Préfecture des Yvelines
1 Rue Jean Houdon - 78010 Versailles cedex - Tél. : 01.39.49.78.00 - Fax : 01.39.49.75.15
Retrouvez nos jours et horaires d'accueil du public sur le site www.yvelines.gouv.fr

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du manager de direction de l'établissement à l'adresse suivante :

MONOP' STATION SA
10 place Charles de Gaulle
78180 Montigny le Bretonneux

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de l'établissement MONOP' STATION SA, 10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny le Bretonneux, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 11/07/2018

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet**

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018194-0007

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 13 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

**Arrêté portant abrogation de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à
l'établissement CARABISTOUILLES place de l'Eglise 78630 Orgeval**



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°

portant abrogation de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
CARABISTOUILLES place de l'Eglise 78630 Orgeval

**Le préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015181-0026 du 30 juin 2015 portant autorisation d'un système de vidéoprotection sis place de l'Eglise 78630 Orgeval ;

Vu le courriel du 09 juillet 2018 du Maire d'Orgeval nous informant du changement de propriétaire de l'établissement faisant l'objet de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : L'arrêté préfectoral n°2015181-0026 du 30 juin 2015 susvisé est abrogé.

Article 2 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 13/07/18

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet**

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018194-0008

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 13 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

**Arrêté portant modification d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à
l'établissement LA VIE CLAIRE 1 rue Paul Langevin 78370 Plaisir**



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°

**Portant modification d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
LA VIE CLAIRE 1 rue Paul Langevin 78370 Plaisir**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016025-0005 du 25 janvier 2016 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sis 1 avenue Paul Langevin 78370 Plaisir ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 avenue Paul Langevin présentée par le représentant de l'établissement LA VIE CLAIRE ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 02 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Le représentant de l'établissement LA VIE CLAIRE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2015/0414. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable développement de la société à l'adresse suivante :

LA VIE CLAIRE
1982, Route Départementale 386
69700 Montagny.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : L'arrêté préfectoral n°2016025-0005 du 25 janvier 2016 susvisé est abrogé.

Article 13 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à représentant de l'établissement LA VIE CLAIRE, 1 avenue Paul Langevin 78370 Plaisir, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 13/07/2018

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet**

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018194-0009

signé par

Thierry LAURENT, Sous-préfet, Directeur de cabinet

Le 13 juillet 2018

**Préfecture des Yvelines
Service des sécurités**

Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement LE RELAIS DU BONNELOIS, 2 rue de la Libération 78830 Bonnelles



PREFET DES YVELINES

Arrêté n°

**portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement
LE RELAIS DU BONNELOIS 2 rue de la libération 78830 Bonnelles**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 et R251-1 à R253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral DRE 09-364 du 18 août 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sis 2 rue de la Libération 78830 Bonnelles ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 rue de la libération 78830 Bonnelles présentée par Monsieur Patrick CASSERT ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 30 avril 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 19 juin 2018 ;

Sur proposition du Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines ;

Arrête :

Article 1er : Monsieur Patrick CASSERT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0146. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du dirigeant de l'établissement à l'adresse suivante :

LE RELAIS DU BONNELOIS

2 rue de la libération
78830 Bonnelles.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L252-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L251-2, L251-3, L252-1 à L252-6, L253-1 à L253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet des Yvelines, le Directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Patrick CASSERT, 2 rue de la Libération 78830 Bonnelles, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Versailles, le 13/07/2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet

SIGNÉ

Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

arrêté n° 2018212-0003

**signé par
Stéphane GRAUVOGEL, Sous-Préfet**

Le 31 juillet 2018

Sous-Préfecture de Saint-Germain-en-Laye

**Arrêté du 31 juillet 2018 portant institution d'une commission de propagande pour l'élection
municipal et communautaire partielles de Mareil-Marly les 23 et 30 septembre 2018**



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

ARRETE SPSG N° 2018- 
portant institution d'une commission de propagande
pour l'élection municipale et communautaire partielle de Mareil-Marly
les 23 et 30 septembre 2018

Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment ses articles L.241, R31 à R. 39,

Vu l'arrêté préfectoral SPSG n° 2018-10 du 13 juillet 2018 portant convocation des électeurs pour l'élection municipale et communautaire partielle de Mareil-Marly ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018113 du 23 avril 2018 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane GRAUVOGEL, Sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye ;

Vu les désignations effectuées par le Premier président de la Cour d'Appel de Versailles et par le Directeur Départemental de la Poste des Yvelines ;

Considérant que dans les communes de 2 500 habitants et plus, il convient d'instituer une commission de propagande qui sera chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents de propagande électorale

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Une commission de propagande est instituée pour l'élection municipale partielle de Mareil-Marly qui aura lieu le dimanche 23 septembre 2018 et, s'il y a lieu de procéder à un second tour de scrutin, le dimanche 30 septembre 2018.

ARTICLE 2 : La commission de propagande aura son siège à la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye.

ARTICLE 3 : La composition de la commission est fixée comme suit :

Président : M. Julien CHAPPERT, vice-président chargé du service du tribunal d'instance de Saint-Germain-en-Laye (suppléant : M. Olivier LESOBRE, juge chargé du service du tribunal d'instance de Saint-Germain-en-Laye)

Membre : Mme Marie-Françoise BOSSENMEYER, chef du bureau des relations avec les collectivités locales et de la réglementation - sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye (suppléant : Mme Véronique DEFIOLLE-DERAY, adjointe au chef du bureau), représentant le sous-préfet de Saint Germain-en-Laye

Membre : M. Joel BOSSARD, directeur d'établissement (suppléant : Mme Véronique CARVENNEC responsable Production) représentant la direction de la Poste des Yvelines

Le secrétariat sera assuré par Mme Mireille GESRET – bureau des relations avec les collectivités locales et de la réglementation-sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye.

.../...

ARTICLE 4 : La commission de propagande sera installée le vendredi 7 septembre 2018 à 12H00, à la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye.

ARTICLE 5 : Pour bénéficier du concours de la commission de propagande, chaque liste de candidats remettra à la commission (en mairie de Mareil-Marly), 2 900 exemplaires imprimés de la circulaire et 6 074 bulletins de vote, aux dates et heures limites suivantes :

Pour le premier tour de scrutin : le vendredi 14 septembre 2018 à 12 h 00.

Pour le second tour de scrutin : le mercredi 26 septembre 2018 à 12 h 00.

ARTICLE 6 : La commission de propagande se réunira en mairie de Mareil-Marly :

Pour le premier tour de scrutin, le vendredi 14 septembre 2018 à 12H00

Pour le second tour de scrutin, le mercredi 26 septembre 2018 à 12 h 00

ARTICLE 7 : Les candidats des listes ou leurs mandataires peuvent participer, avec voix consultative, aux travaux de la commission.

ARTICLE 8 : M. le Sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, M. le président de la commission de propagande et Mme la maire de Mareil-Marly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 31 JUIL 2018

Pour le Préfet, et par délégation
Le Sous-préfet

Stéphane GRAUVOGEL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Décision n° 2018197-0003

signé par

Nicolas GRIVEL, Directeur Général de l'ANRU

Le 16 juillet 2018

**Yvelines
DDT**

**Décision portant nomination du Délégué Territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la
Rénovation Urbaine du département des YVELINES**

DECISION

Portant nomination du Délégué Territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département des YVELYNES

Le Directeur Général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine,

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

VU le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret du 4 décembre 2014 portant nomination de M. Nicolas GRIVEL en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU la proposition du Préfet, concernant la désignation du Délégué Territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département des YVELINES.

DECIDE :

ARTICLE 1 :

De nommer Madame Chantal CLERC, Directrice Départementale des Territoires par intérim, en qualité de Déléguée Territoriale adjointe de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine dans le ressort de cette circonscription territoriale.

ARTICLE 2 :

La présente décision prendra effet à compter de la date de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture des YVELINES.

Fait à Paris, le 16 juillet 2018


Nicolas GRIVEL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018214-0007

signé par

Chantal CLERC, Directrice départementale des territoires des Yvelines, par intérim

Le 2 août 2018

**Yvelines
DDT 78**

ARRETE PREFECTORAL 2018 DDT/SEA portant subdélégation de signature de Mme Chantal CLERC, directrice départementale des territoires des Yvelines par intérim, dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020



PRÉFET DES YVELINES

Direction départementale des territoires

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2018 DDT/SEA

portant subdélégation de signature de Mme Chantal CLERC, directrice départementale des territoires des Yvelines par intérim, dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020

La directrice départementale des territoires des Yvelines par intérim

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°13-73 du 13 juin 2013 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ;

VU le Cadre national adopté par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août

2015;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par la délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture des Yvelines relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires des Yvelines pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par la délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 16 mars 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020 ;

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du projet de Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de l'article 78 de la loi relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, il peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

VU l'arrêté préfectoral n° D3MI 2010-060 du 30 juin 2010 portant création de la direction départementale des territoires des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015125-0001 du 5 mai 2015 portant modification de l'organisation de la direction départementale des territoires des Yvelines et la décision n° 2018185-0001 du 4 juillet 2018 portant organisation des services signée par la directrice départementale des territoires des Yvelines par intérim ;

VU l'arrêté n° 18-214 du 24 juillet 2018 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires par intérim des Yvelines dans le cadre du Programme de

développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France, prenant effet au 27 juin 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018180-0008 du 29 juin 2018, portant délégation de signature à Mme Chantal CLERC, Directrice départementale des territoires des Yvelines, par intérim ;

VU la décision d'intérim du 27 juin 2018 du poste de directeur départemental des territoires des Yvelines, par Mme Chantal CLERC à compter du 1^{er} juillet 2018 ;

ARRÊTE :

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal CLERC, Directrice départementale des territoires des Yvelines, par intérim, subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Nelly SIMON, chef du service économie agricole ;
- Mme Catherine MAZET, adjointe à la chef du service économie agricole ;
- Mme Clotilde HERTZOG, responsable de l'Unité "agro-environnement et territoires ruraux" du service économie agricole ;
- Mme Marie Laure HERAULT, chef du service environnement ;
- M. Jacques PONET, responsable de l'Unité "Forêt, Chasse et Milieux naturels" du service environnement ;

pour l'ensemble des délégations consenties à Madame Chantal CLERC, dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 2018134-0010 signé le 14 mai 2018 portant subdélégation de signature de M. Bruno CINOTTI, directeur départemental des territoires des Yvelines, dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020, est abrogé ;

Article 3 : Le présent arrêté prend effet à compter du 29 juin 2018 ;

Article 4 : La directrice départementale des territoires des Yvelines, par intérim est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture ;

Fait à Versailles, le **02 AOUT 2018**

La directrice départementale des territoires
des Yvelines, par intérim

La directrice départementale
des Territoires des Yvelines,
par intérim

Chantal CLERC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018212-0004

signé par
Jean-Jacques BROT, Préfet des Yvelines

Le 31 juillet 2018

Yvelines
Direction départementale interministérielle des territoires

Arrêté modificatif portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2018-2019 dans le département des Yvelines.

Direction départementale des territoires

Service de l'Environnement

Unité Forêt, Chasse, Milieux Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2018 - 000221
modificatif portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2018-2019 dans le département des Yvelines

Le Préfet des Yvelines,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, livre IV ; titre II,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination du préfet des Yvelines, Monsieur Jean-Jacques BROT, à compter du 23 avril 2018,

VU le décret n° 2011-611 du 31 mai 2011 relatif aux dates spécifiques de chasse au sanglier en battue ;

VU l'arrêté ministériel du 1er août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement, modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2011 relatif au prélèvement maximal autorisé de la bécasse des bois ;

VU l'arrêté ministériel du 13 janvier 2012 relatif à la chasse en temps de neige d'oiseaux issus d'élevage des espèces perdrix grises, perdrix rouge, faisan de chasse ;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

VU l'arrêté préfectoral n° SE-2016-000039 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique des Yvelines du 29 février 2016,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-000145 du 24 mai 2018 portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2018-2019 dans le département des Yvelines,

CONSIDÉRANT l'erreur matérielle concernant l'article 6 relatif à la période d'ouverture générale de la chasse à courre, à cor et à cri,

SUR PROPOSITION de la directrice départementale des territoires des Yvelines, par intérim,

ARRÊTE :

Article 1 : La période d'ouverture générale de la chasse à courre, à cor et à cri du 16 septembre 2018 au 31 mars 2019, mentionnée à l'article 6 de l'arrêté du 24 mai 2018 susvisé est modifiée de la façon suivante :

du 15 septembre 2018 au 31 mars 2019

La vénerie sous terre est ouverte du 16 septembre 2018 au 15 janvier 2019. L'exercice de la vénerie du blaireau est autorisé pour une période complémentaire allant du 1^{er} juillet 2018 au 15 septembre 2018 et du 15 mai 2019 au 15 septembre 2019.

Article 2 : Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°2018-000145 du 24 mai 2018 restent inchangés.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des territoires par intérim, le commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique, le président de la Fédération Interdépartementale d'Île-de-France, le directeur d'agence de l'Office National des Forêts, le chef de la brigade mobile d'intervention Île-de-France – Ouest de l'O.N.C.F.S, les lieutenants de Louveterie, les agents ayant des pouvoirs de police en matière de chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes par le soin des maires.

Versailles, le 31 juillet 2018

Le préfet des Yvelines,
signé :
Jean-Jacques BROT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018211-0003

signé par

Thierry LAURENT, Sous Préfet, Directeur de Cabinet

Le 30 juillet 2018

Yvelines

DRIEE ILE DE FRANCE

Arrêté portant approbation du plan de gestion 2015-2019 de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines



PRÉFET DES YVELINES

*Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France*

**Arrêté n°
portant approbation du plan de gestion 2015-2019 de la réserve naturelle
nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la légion d'honneur,**

Vu les décrets n°86-872 du 14 mars 1986 portant création de la réserve naturelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et n°87-300 du 27 avril 1987 modifiant le décret n°86-872 du 14 mars 1986 portant création de la réserve naturelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Vu la circulaire DEVL1019313C du 30 septembre 2010 du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, relative aux procédures de classement et de gestion des réserves naturelles nationales ;

Vu la convention du 30 mars 2010 fixant les modalités de gestion de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines, renouvelée le 3 juillet 2015 ;

Vu l'avis du 28 septembre 2017 du conseil scientifique régional du patrimoine naturel d'Île-de-France ;

Vu l'avis du 22 février 2017 du comité consultatif de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Vu l'avis du 28 novembre 2016 du conseil scientifique de la réserve naturelle nationale Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Vu la consultation du public du 4 mai au 1^{er} juin 2018 inclus et l'absence d'observations ;

Considérant que les objectifs et opérations définis dans le plan de gestion répondent aux enjeux de préservation et de conservation qui ont motivé la création de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles Cedex
Accueil du public : 1 avenue de l'Europe – Versailles
Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

Arrête :

Article 1^{er} : Le plan de gestion de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines est approuvé pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 2 : Le gestionnaire de la réserve naturelle est chargé de la mise en œuvre de ce plan de gestion en lien avec les services de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux aux fins d'annulation devant les tribunaux administratifs compétents dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité, dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative. Elle peut également faire l'objet d'un recours administratif, gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux mois. L'absence de réponse au recours administratif, au terme du délai de deux mois, vaut rejet implicite de celui-ci.

Article 4 : Le Secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie et le Directeur départemental des territoires des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Fait à Versailles, le 30 JUIL. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Thierry LAURENT